Société par Actions au Capital Social de 200 000 000 DA

NOTICE D'INFORMATION

Augmentation de capital par Appel Public à l'Épargne « APE»

Nombre d'actions mises en ventes : 300.000 Actions

Prix de vente : 425 DA l'action

Période de l'offre : Du 22/11/2026 au 21/12/2026

Promoteur en Bourse

Intermédiaire en Opérations de Bourse

Chef de file

Syndicat de placement

Visa COSOB n°2026/05 du 24 juin 2026

AVERTISSEMENT

La COSOB ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération proposée ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa de la COSOB n'implique pas authentification des informations présentées.

Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et à ce titre, il doit s'assurer, préalablement à la souscription, de sa bonne compréhension de la nature et des caractéristiques des titres offerts, ainsi que la maîtrise de son exposition aux risques inhérents auxdits titres.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats dégagés et de la politique de distribution des dividendes suivie par la société émettrice »

SOMMAIRE

INTRODUCTION 7
CHAPITRE 1: INFORMATIONS CONCERNANT L'OPÉRATION 9
1.1 ÉMISSION D'ACTIONS 9
1.1.1 Décisions qui sont à l'origine de l'opération 9
1.1.2 Montant de l'émission : 10
1.1.3. Prix de l'émission : 11
1.1.4. Les méthodes d'évaluation : 11
1.1.5. Produit brut et estimation du produit net de l'émission : 13
1.1.6. Charges relatives à l'opération : 13
1.1.7. Jouissance des titres nouveaux : 14
1.1.8. Conditions d'exercice du droit préférentiel de souscription : 14
1.1.9. Période de souscription : 14
1.1.10. Établissements domiciliataires : 15
1.1.11. Conditions de délivrance des actions : 15
1.1.12. But de l'émission : 16
1.1.13. Régime fiscal applicable : 17
CHAPITRE 2 : INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR 18
2.1. RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL : 18
2.2. CAPITAL : 19
2.2.1. Composition du capital : 19
2.2.2. Obligations convertibles : 19
2.2.3. Tableau de l'évolution du capital : 19
2.3. RÉPARTITION DU CAPITAL : 20
2.3.1. Nombre d'actionnaires : 20
2.3.2. Mouvements importants ayant affecté la répartition du capital au cours des deux dernières années : 20
2.4. MODIFICATIONS IMPORTANTES DE L'ACTE CONSTITUTIF : 20
2.5. CODES D'ACTIVITÉ (RC) : 22
CHAPITRE 3 : ACTIVITÉ 24
3.1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ : 24
3.1.1. Historique et dates clés : 24
3.1.2. Organigramme : 25

3.1.3. Réglementation : 27
3.2. CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE L'ACTIVITÉ : 28
3.2.1. Activités actuelles : 28
3.2.2. Répartition du chiffre d'affaires par activité : 30
3.3. RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIVITÉ : 32
3.3.1. Nombre de clients : 32
3.3.2. Répartition des clients par secteur : 32
3.3.3. Évolution des ressources et de l'activité : 33
3.4. DÉBOUCHÉS ET PLACE SUR LE MARCHÉ : 34
3.4.1. Positionnement de CSC EXPERTISE : 34
3.4.2. Classification des acteurs du marché : 35
3.4.3. Atouts concurrentiels de CSC EXPERTISE : 36
3.5. PRINCIPALES INSTALLATIONS : 37
3.6. PERSONNEL : 37
3.6.1. Évolution des effectifs : 37
3.6.2. Structure des effectifs par fonction (2025) : 37
3.6.3. Politique sociale : 38
3.7. INVESTISSEMENTS : 38
3.7.1. Investissements réalisés (2024-2025) 38
3.7.2. Détail des investissements 2025 : 38
3.8. FILIALES ET PARTICIPATIONS : 39
3.9. FACTEURS DE RISQUES : 39
3.10. MATRICE SWOT : 40
3.11.LITIGES : 42
3.12. CONTRATS ET ENGAGEMENTS IMPORTANTS : 42
3.12.1. Contrats commerciaux significatifs : 42
3.12.1.1. Principaux contrats clients (2025) : 42
3.12.1.2. Répartition du portefeuille clients : 43
CHAPITRE 4 : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS 44
4.0. PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LA TENUE DE LA COMPTABILITÉ : 44
4.1. COMPTES CONSOLIDÉS : 44
4.2. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LA SOCIÉTÉ : 44
4.2.1. Comptes de résultats détaillés (2022-2025) : 45
4.2.2. Évolution des principaux agrégats (2022-2025) : 46

4.2.3. Bilans - Actif (2022-2025) : 48
4.2.4. Bilans - Passif (2022-2025) : 48
4.2.5. Évolution des capitaux propres et de la trésorerie (2022-2025) : 49
4.2.6. Tableau des flux de trésorerie (2022-2025) : 50
4.2.7. Tableau de variation des capitaux propres (2022-2025) : 52
4.2.8. Tableau des affectations de résultat (2021-2025) : 52
4.3. ANALYSE FINANCIÈRE DES ÉTATS FINANCIERS : 54
4.3.1. Analyse du bilan – Actif : 54
4.3.2. Analyse du bilan – Passif : 54
4.3.3. Analyse du compte de résultat : 55
4.4. TABLEAU DES RATIOS FINANCIERS (2022-2025) : 55
4.5. TABLEAU DES RESSOURCES ET UTILISATION DES FONDS 56
4.6. MARCHÉ ET RENDEMENT DES TITRES : 57
4.6.1. Nombre de titres cotés : 57
4.6.2. Dividendes distribués : 58
CHAPITRE 5 : ORGANES D'INISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE 59
5.1. ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS : 59
5.1.1. Organes d'administration ou de surveillance : 59
5.1.2. Direction Générale : 60
5.2. POLITIQUE D'INFORMATION : 61
5.2.1. Supports d'information et de communication : 61
5.2.2. Structure responsable de l'information des actionnaires : 62
5.2.3. Moyens de diffusion des informations en cours d'exercice : 62
5.3. INTÉRÊTS DES DIRIGEANTS DANS LA SOCIÉTÉ : 62
5.3.1. Détention d'actions : 62
5.3.2. Conventions réglementées : 62
5.3.3. Rémunérations globales : 62
5.4. CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ : 63
5.4.1. Commissaires aux Comptes 63
CHAPITRE 6 : ÉVOLUTION RÉCENTE, BUT DE L'ÉMISSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR 64
6.1. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SOCIÉTÉ : 64
6.1.1. Comptes revus au 30 juin 2026 (S1 2026 vs S1 2025) 64
6.2. BUT DE L'ÉMISSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR : 67

6.2.1. Les orientations stratégiques : 67
6.2.2. Les hypothèses du business plan 69
6.2.3. Bilans prévisionnels : 71
6.2.4. Compte résultat prévisionnel (2026-2030) : 74
CHAPITRE 7 : ATTESTATIONS DES PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTICE D'INFORMATION 81
7.1. Signature et fonction des personnes qui assument la responsabilité de la notice d'information 81
7.2. Attestation du promoteur en bourse ANVREDET 81
7.3. Signature des commissaires aux comptes 81

INTRODUCTION

L'EPE CSC EXPERTISE SPA est une Société par Actions créée par acte notarié le 19 juillet 2009 avec un capital social initial de 10 000 000 DA. Elle est filiale à 100 % du Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI), établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS). Son capital a été porté à 70 000 000 DA le 17 janvier 2016, puis à 200 000 000 DA par incorporation de réserves facultatives, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05 avril 2026 et approuvée par le Conseil d'Administration du CRTI réuni en session extraordinaire le 10 juin 2026.

CSC EXPERTISE est un acteur public de référence dans l'inspection, l'expertise technique, la certification et la formation industrielle. Elle accompagne les entreprises des secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, de la pétrochimie, de la sidérurgie, des industries manufacturières, du BTP et de l'agroalimentaire. Elle exerce les métiers d'un bureau d'études et de prestations techniques : contrôles non destructifs (CND), inspection et expertise des équipements, essais et analyses physico-chimiques, contrôles réglementaires de sécurité (APG, APV, APL, APE), qualification en soudage, formation qualifiante et certifiante, accompagnement aux référentiels ISO/IEC 17020 et 17025. Elle développe en outre des activités de certification des systèmes, des produits et du personnel.

Filiale du CRTI, la société bénéficie d'un positionnement distinctif sur le marché algérien, grâce à l'appui scientifique du Centre et à son réseau de chercheurs et d'ingénieurs. Son effectif global au 31 décembre 2025 est de 97 collaborateurs, caractérisé par un haut niveau de qualification et une forte stabilité.

CSC EXPERTISE enregistre depuis sa création des résultats bénéficiaires. Elle a clôturé l'exercice 2025 avec un chiffre d'affaires hors taxes de 234 924 993,76 DA, en hausse de 10,2 % par rapport à 2024 et de 42,8 % par rapport à 2023, et un bénéfice net de 28 937 673,15 DA, en hausse de 45,1 % par rapport à 2024.

Dans la perspective de l'ouverture de son capital, la société présente de nombreux atouts, notamment :

- un adossement scientifique et technologique unique au CRTI, et un programme de développement en certification (ISO/IEC 17021, 17024 et 17065) et en formation, en adéquation avec les objectifs nationaux de compétences, de qualité et de souveraineté industrielle ;
- une croissance soutenue de l'activité et des résultats (chiffre d'affaires +42,8 % entre 2023 et 2025, résultat net +45,1 % entre 2024 et 2025) ;
- une situation financière saine, avec une trésorerie nette de 226,69 millions DA au 31 décembre 2025 et une absence totale d'endettement bancaire ;
- une offre intégrée couvrant toute la chaîne de valeur de l'inspection et de l'expertise industrielle ;
- une diversification engagée, avec la création de deux nouveaux registres de commerce : le 30 avril 2026 (importation pour revente en l'état de produits et équipements techniques) et le 14 juin 2026 (production et commercialisation de solutions technologiques, analyses d'hydrocarbures et activités connexes).

Au plan juridique, la société ne présente aucun risque susceptible d'affecter son fonctionnement ou ses activités. Les risques identifiés sont liés au respect de la réglementation (QHSE, protection des données, engagements contractuels), et les diligences réalisées n'ont révélé aucune incompatibilité juridique avec l'opération d'introduction en bourse objet de la présente notice. Au plan des ressources humaines, le climat social est serein et les relations avec le partenaire social sont constructives. Au plan comptable et financier, les états financiers sont certifiés par le Commissaire aux Comptes et la société dispose de procédures formalisées et d'un dispositif de contrôle interne. Au plan stratégique, elle poursuit le renforcement de ses métiers historiques, la diversification vers la certification et la formation, et la création de nouvelles lignes de métiers, avec une politique commerciale centrée sur la relation client à court terme.

L'introduction en bourse représente une étape décisive dans le développement de la société et s'inscrit dans la dynamisation du marché financier et la réforme du secteur de la recherche scientifique décidées par les pouvoirs publics. L'ouverture du capital a été décidée par le Conseil d'Administration du 07 mai 2026, approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 07 mai 2026 et validée par le Conseil d'Administration du CRTI. L'opération porte sur une augmentation de 15 % du capital social, sur la base d'un capital projeté de 200 000 000 DA, et s'adresse aux investisseurs institutionnels, aux établissements et organismes relevant du MESRS et aux entreprises publiques des secteurs de l'énergie, des hydrocarbures et de l'industrie. L'évaluation, confiée à M. BOUHOUCHE Abdelkrim, Expert-Comptable, retient une valeur d'entreprise de 850 000 000 DA, soit une valeur théorique de 425 DA par action, qui correspond au prix d'émission.

La présente notice d'information est structurée en sept chapitres conformément à l'Instruction COSOB n°97-03. Le chapitre premier présente les informations concernant l'opération d'introduction en bourse. Le chapitre deux donne les informations relatives à l'émetteur. Le chapitre trois décrit l'activité de la société. Le chapitre quatre expose les renseignements financiers. Le chapitre cinq présente les organes d'administration, de direction et de surveillance. Le chapitre six détaille l'évolution récente, le but de l'émission et les perspectives d'avenir. Le chapitre sept contient les attestations des personnes qui assument la responsabilité de la notice d'information.

CHAPITRE 1: INFORMATIONS CONCERNANT L'OPÉRATION

1.1 ÉMISSION D'ACTIONS

1.1.1 Décisions qui sont à l'origine de l'opération

- **Résolutions du Conseil d'Administration de CSC EXPERTISE SPA**, réuni le **17 novembre 2025**, qui a approuvé le principe d'introduction en bourse, a convoqué l'Assemblée Générale Extraordinaire et a mandaté le Commissaire aux Comptes pour l'établissement d'un rapport spécial.
- **L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 novembre 2025** a adopté les résolutions du Conseil d'Administration et a transmis le dossier au Conseil d'Administration du CRTI pour validation.
- **Conformément à la réglementation applicable aux entreprises publiques économiques**, le projet d'augmentation du capital de la société a été soumis pour avis **au Conseil des Participations de l'État (CP**E) lors de sa session n°203 tenue le **26 janvier 2026.**
- **Rapport spécial du Commissaire aux Comptes** de l'EPE CSC EXPERTISE SPA en date du **16 Mars 2026**, stipulant que ladite entreprise publique économique remplit les conditions d'éligibilité nécessaires à la réalisation de l'opération d'introduction en bourse conformément à la réglementation en vigueur.
- **Résolutions du Conseil d'Administration de CSC EXPERTISE SPA**, réuni le **7 mai 2026**, qui a décidé de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGEX) afin de statuer sur les caractéristiques de l'opération d'introduction en bourse et de l'augmentation de capital, et ayant conféré au Directeur Général de la filiale CSC EXPERTISE les pouvoirs les plus étendus pour accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à la mise en œuvre de cette décision ainsi qu'à la préparation du dossier destiné à être soumis à l'AGEX et aux autorités compétentes.
- **L'Assemblée Générale Extraordinaire de CSC EXPERTISE SPA, réunie le 7 mai 2026** :
  - a validé le rapport d'évaluation de la société tel que présenté par l'expert évaluateur ;
  - a approuvé l'augmentation du capital social à hauteur de 15% ;
  - a décidé l'émission de **300 000 actions nouvelles** ordinaires ;
  - a adopté le prix d'émission de **425 DA** par action, composé d'une valeur nominale de **100 DA** et d'une prime d'émission de **325 DA** par action, soit un montant nominal total de **30 000 000 DA** et une prime d'émission globale de **97 500 000 DA** ;

- a fixé le seuil minimum de réalisation de l'opération à **cinquante millions de dinars (50 000 000 DA)**, l'opération n'étant définitivement réalisée que si ce montant est atteint.

- **Le Conseil d'Administration de l'EPST CRTI, réuni le 10 Juin 2026 :**
  - a approuvé la réduction de la valeur nominale de l'action de 1000 DA à 100 DA l'action.

1.1.2 Montant de l'émission :

Le montant de l'émission correspond à une augmentation de **15%** du capital social représentant **30 000 000 DA** et une prime d'émission globale de **97 500 000 DA** pour un montant global à lever de **127 500 000 DA**.

Au terme de cette opération, le capital social de **CSC EXPERTISE SPA** s'élèvera à **230 000 000** réparti en **2 300 000 actions** d'une valeur nominale de **100 DA** chacune.

- **Forme et catégorie des titres :**

Les actions sont émises sous forme **dématérialisée**, au **porteur identifiable,** et sont inscrites en compte titres ouverts au nom des actionnaires chez des Teneurs de Comptes Conservateurs de Titres (TCC).

- **Droits particuliers attachés aux actions :**

Les actions ordinaires confèrent à leur propriétaire, conformément au Code de Commerce Algérien en vigueur et aux statuts de la société :

- ✓ **Droit de vote** : Droit de vote aux assemblées générales, d'élire ou de révoquer les membres du Conseil d'Administration.
- ✓ **Droit aux dividendes** : Droit à la perception de dividendes lorsque l'Assemblée Générale décide de la répartition des bénéfices.
- ✓ **Droit à l'information** : Droit à l'information et à la communication des documents et rapports périodiques.
- ✓ **Droit préférentiel de souscription** : Lors d'une augmentation de capital, les actionnaires bénéficient d'un droit préférentiel de souscription (sauf suppression décidée par l'AGEX).
- ✓ **Droit au boni de liquidation** : En cas de liquidation, droit au boni de liquidation proportionnellement aux apports.

- **Régime de cession des titres :**

Les actions ordinaires, objet de la présente émission, sont librement cessibles.

1.1.3. Prix de l'émission :

Le prix d'émission de l'action est fixé à quatre cent vingt-cinq dinars (**425 DA**) par action.

L'estimation de la valeur de l'action CSC EXPERTISE SPA est déterminée sur la base d'une évaluation économique de la société réalisée par **M. BOUHOUCHE Abdelkrim (Expert-Comptable)**, conformément à l'article 43 du Règlement COSOB n° 23-04 du 25 octobre 2023.

Ce prix est déterminé sur la base d'une **moyenne pondérée** (60% DCF, 15% Actif Net Comptable, 25% Multiples) issue de l'application de trois méthodes d'évaluation (approche patrimoniale, approche financière par les multiples et approche DCF) conformément aux termes de référence du contrat BOUHOUCHE Abdelkrim / CSC EXPERTISE SPA.

1.1.4. Les méthodes d'évaluation :

a) Méthodes d'évaluation retenues

Trois méthodes d'évaluation ont été retenues pour valoriser CSC EXPERTISE SPA :

- **La méthode des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash-Flow – DCF),** qui consiste à estimer la valeur de l'entreprise à partir de la somme des flux de trésorerie futurs attendus (Free Cash Flows), actualisés au coût moyen pondéré du capital (WACC). Cette méthode est considérée comme la plus fiable pour valoriser une société dont les perspectives sont lisibles et modélisables.
- **La méthode des comparables boursiers (multiples),** qui consiste à valoriser l'entreprise sur la base des multiples de sociétés présentant des caractéristiques similaires (expertise technique, ingénierie, prestations de contrôle et d'inspection).
- **La méthode de l'actif net comptable (méthode patrimoniale),** retenue à titre complémentaire avec un poids de 15% dans la synthèse finale.

b) Paramètres de calcul du WACC (taux d'actualisation) pour CSC EXPERTISE SPA :

Le taux d'actualisation retenu pour la méthode DCF est **de 9,84%,** calculé comme suit :

Paramètre	Valeur	Source
Taux sans risque (Rf)	5,75%	À ajuster selon marché
Prime de risque marché (Rm - Rf)	4,31%	Historique ou consensus
Bêta sectoriel (βU désendetté)	0,95	Données sectorielles
Ratio D/E cible	0%	Structure financière cible
Taux d'imposition (IBS)	22,10%	Taux IBS effectif
Bêta endetté (βL)	0,95	Formule de Hamada
Coût des capitaux propres (Ke)	9,84%	MEDAF
Coût de la dette après impôt (Kd)	5,45%	Taux nominal 7% × (1 - 22,10%)
WACC (CMPC)	9,84%	Calculé

c) Application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) pour CSC EXPERTISE SPA :

Synthèse des résultats DCF :

Élément	Montant (DA)
Somme des FCF actualisés	198 283 765
Valeur terminale actualisée	771 828 712
Valeur d'entreprise (EV)	970 112 477
Dettes financières nettes	-188 506 263
Valeur des capitaux propres (DCF)	1 158 618 740

d) Application de la méthode des comparables boursiers (multiples) pour CSC EXPERTISE SPA :

Multiple	Valeur de référence	Multiple retenu	Valeur d'entreprise
VE/EBITDA 2026	**65 555 268**	**6,0x**	**393 331 608**
VE/EBITDA 2027	**92 854 944**	**6,0x**	**557 129 667**
VE/EBIT 2026	**47 672 166**	**8,0x**	**381 377 330**
PER (P/E) 2026	**37 582 908**	**10,0x**	**375 829 076**
Valeur moyenne (Multiples)			**426 916 920**

e) Synthèse et choix de la valeur d'entreprise pour CSC EXPERTISE SPA :

Les trois méthodes aboutissent aux valeurs suivantes :

Méthode	Valeur (DA)	Pondération	Valeur pondérée (DA)
Méthode DCF	1 158 618 740	60%	695 171 244
Méthode de l'actif net comptable (ANC)	314 498 996	15%	47 174 849
Méthode des multiples	426 916 920	25%	106 729 230
Valeur d'entreprise retenue		100%	849 075 324

Valeur finale arrondie : 850 000 000 DA (huit cent cinquante millions de dinars)

f) Détermination du prix de l'action :

Sur la base de la valeur d'entreprise retenue de 850 000 000 DA et du nombre d'actions actuel de 2 000 000 actions, la valeur théorique par action ressort à **425 DA**.

Élément	Montant
Valeur d'entreprise retenue	850 000 000 DA
Nombre d'actions avant augmentation	2 000 000 actions
Valeur théorique par action	425 DA

1.1.5. Produit brut et estimation du produit net de l'émission :

a) Produit brut de l'émission

Sur la base d'un prix d'introduction de **425** DA par action et d'une augmentation du capital de **15%**, le nombre d'actions nouvelles à émettre serait de **300 000 actions** (2 000 000 actions x 15%). Le produit brut de l'émission serait alors de **127 500 000 DA.**

Élément	Montant (DA)
Capital social avant augmentation	200 000 000 DA
Augmentation de capital (15%)	300 000 actions
Prix d'introduction par action	425 DA
Produit brut de l'émission	127 500 000 DA

b) Estimation du produit net de l'émission

Le produit net de l'émission est estimé à **Cent-Dix Huit Millions Cinq Cent Soixante Treize Mille Deux Cent Cinquante Dinars (118 573 250 DA).** Ce montant est obtenu après déduction de l'ensemble des frais et charges liés à l'opération, estimés à **Huit Millions Neuf Cent Vingt-Six Mille Sept Cent Cinquante Dinars (8 926 750 DA).**

Élément	Montant (DA)
Produit brut	127 500 000 DA
Les charges liées à l'opération	8 926 750
Produit net estimé	**118 573 250**

c) Utilisation du produit net de l'émission (Emploi du produit net) :

Le produit net de l'émission est destiné à financer le programme de développement stratégique de CSC EXPERTISE SPA et l'expansion de son offre de services, en particulier dans l' expertise technique, contrôle industriel avancé, certification, formation qualifiante, ainsi que l'importation de produits, accessoires, pièces détachées, consommables, matériels et équipements afin de sécuriser l'approvisionnement notamment les matières radioactives, les films radiographiques ainsi que les autres intrants nécessaires à la réalisation de ses prestations.

Le complément des besoins sera couvert par l'autofinancement de la société (résultats dégagés par l'activité historique), permettant ainsi de financer l'intégralité du programme de développement stratégique de **CSC EXPERTISE SPA.**

1.1.6. Charges relatives à l'opération :

Le montant des charges estimées relatives à l'opération se détaille comme suit (sur la base des tarifs COSOB, SGBV et Algérie Clearing) :

a) Tableau récapitulatif des charges :

Nature des charges	Base de calcul	Montant estimé (DA)
Redevances réglementaires		
Redevance COSOB (frais de visa)	0,05% du montant de l'émission	63 750
Frais d'adhésion Algérie Clearing	0,01% du capital social après augmentation (minimum 20 000 DA)	23 000
Frais d'inscription SGBV	0,05% du montant nominal admis	115 000
Frais d'inscription initiale à la cote	Forfait	400 000
Frais d'organisation de l'offre-(partie fixe)	Forfait	1 000 000
Frais d'organisation de l'offre (partie variable)	100 000 DA / 1 000 ordres	100 000
Sous-total redevances réglementaires		**1 701 750**
Prestations de services et autres		
Rémunération du chef de file	1 % du montant de l'émission	1 275 000
Rémunération des IOB membres du syndicat de placement	2 % du montant de l'émission	2 550 000
Autres frais (juridiques et administratifs, évaluation, promoteur en bourse, communication et marketing, impression et publication)	Forfait	3 400 000
Sous-total prestations de services et autres		**7 225 000**
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES ESTIMÉES		**8 926 750**

1.1.7. Jouissance des titres nouveaux :

La date d'entrée en jouissance des titres nouveaux est fixée au **1er janvier 2026**. Les actions émises confèrent ainsi à leurs titulaires le droit de percevoir les dividendes qui pourraient être distribués par l'Assemblée Générale annuelle statuant sur les résultats de l'exercice en cours.

1.1.8. Conditions d'exercice du droit préférentiel de souscription :

Le CRTI, actionnaire unique détenant la totalité du capital social, a renoncé, pour cette opération, à ses droits préférentiels de souscription qui lui sont conférés par la loi.

1.1.9. Période de souscription :

La période de souscription est fixée du 22/11/2026 au 21/12/2026.

.

1.1.10. Établissements domiciliataires :

La liste des établissements habilités à recevoir les souscriptions du public (IOB) sera publiée dans le prospectus et les journaux d'annonces légales. **La banque Nationale d'Algérie (BNA)** sera le chef de file du syndicat de placement. Les ordres d'achat seront collectés par les IOB membres du syndicat de placement suivants : **BNA, BEA, BDL, BADR, CPA, CNEP**

1.1.11. Conditions de délivrance des actions :

a) Segmentation de l'offre :

L'intégralité des actions offertes, soit **100%** du nombre d'actions émises, représentant **300 000 actions nouvelles**, est exclusivement réservée aux personnes morales de droit algérien, à savoir les investisseurs institutionnels et sociétés publiques du secteur des hydrocarbures/énergies, ainsi que les filiales économiques et les établissements relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS).

Cette décision s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques du MESRS visant à favoriser la coopération et les synergies entre les filiales du secteur.

Cette approche a été validée par le Conseil d'Administration du CRTI lors de sa réunion du **7 mai 2026** et par l'Assemblée Générale Extraordinaire **de CSC EXPERTISE SPA** du **7 mai 2026 et du Conseil d'Administration de l'EPST CRTI, réuni le 10 juin 2026**.

Élément	Description
Segment unique	Investisseurs institutionnels publics, sociétés publiques du secteur des hydrocarbures/énergies, filiales économiques et établissements du MESRS
Taux	100% des actions émises
Nombre d'actions	300 000 actions
Prix unitaire	425 DA
Souscription minimale	500 actions (212 500 DA)
Souscription maximale	/

b) Règlement des souscriptions :

Toute demande de souscription doit être couverte par la provision financière totale des actions demandées, les montants étant bloqués dans les comptes espèces des demandeurs jusqu'à la validation définitive des résultats de l'émission et du règlement / livraison des titres. Les actions seront inscrites dans des comptes titres individualisés ouverts auprès des Teneurs de Comptes Conservateurs de Titres.

c) Livraison des titres :

Les titres acquis seront inscrits comme commandes à J+1 (J: étant la date du blocage de l'opération), et la validation définitive des résultats dans les comptes titres ouverts auprès des Teneurs de Comptes Conservateurs de titres des établissements participants interviendra après la fin de l'opération, à Jc+3 (Jc: étant la date de clôture de l'opération).

d) Traitement des demandes de souscription :

Les demandes de souscription seront centralisées par la Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV). Celles-ci seront rejetées dans le cas où elles ne sont pas conformes aux conditions de l'offre. L'allocation des actions se fera, sur la base des souscriptions validées et non rejetées comme suit :

- Si la demande validée est inférieure ou égale à l'offre, toutes les demandes seront satisfaites à 100% ;
- Si la demande validée est supérieure à l'offre, les souscriptions seront ajustées de manière proportionnelle au nombre offert en respectant la satisfaction minimum de 500 actions par souscripteur.

e) Négociation des titres :

L'action **CSC EXPERTISE SPA** fera l'objet d'une demande d'admission en bourse et sera négociée sur le **compartiment de croissance du marché des titres de capital**, conformément à la réglementation en vigueur.

1.1.12. But de l'émission :

À travers cette levée de fonds d'un montant brut de cent vingt-sept millions cinq cent mille dinars algériens (127 500 000 DA), correspondant à une augmentation de capital représentant quinze pour cent (15 %) du capital social projeté de la société, CSC Expertise SPA entend renforcer ses capacités financières afin d'accompagner la mise en œuvre de son plan de développement et de diversification.

Les ressources mobilisées permettront notamment de consolider les activités historiques de la société dans les domaines de l'expertise technique, de l'inspection industrielle, des contrôles non destructifs, des essais et analyses de laboratoire, des contrôles réglementaires de sécurité ainsi que de la formation spécialisée.

Elles contribueront également au développement de nouvelles activités à fort potentiel de croissance, notamment l'importation pour la revente en l'état de produits, équipements, accessoires, pièces de rechange, consommables et solutions techniques destinés aux secteurs industriels, en particulier aux entreprises exerçant dans les domaines de l'inspection, des contrôles non destructifs, des essais et de l'expertise technique. Cette activité permettra de répondre à des besoins croissants du marché national et de renforcer l'intégration de la société sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses métiers.

Par ailleurs, cette opération financière permettra à la société d'accélérer son programme d'investissement, de développer de nouvelles offres de services, de renforcer ses capacités techniques et humaines et de saisir les opportunités offertes par les secteurs stratégiques tels que les hydrocarbures, l'énergie, les mines, l'industrie et la recherche scientifique.

Cette nouvelle dynamique de croissance favorisera la diversification des sources de revenus de CSC Expertise SPA et préparera le lancement de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines de la certification des systèmes de management, des produits et du personnel, conformément aux référentiels internationaux applicables.

1.1.13. Régime fiscal applicable :

Les détenteurs de titres cotés ainsi que la société cotée bénéficient, sous réserve de l'évolution de la législation, de certains avantages fiscaux applicables aux opérations d'introduction en Bourse :

• **Exonérations fiscales pour les investisseurs :**

- Exonération de l'impôt sur le revenu global (IRG) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) sur les produits et plus-values de cession des actions et titres cotés en bourse, pour une durée de cinq (5) ans à compter du 1er janvier 2024 (réf. Loi n° 23-22, art. 67) ;
- Exonérations similaires applicables aux obligations et dépôts à terme d'une durée supérieure ou égale à cinq (5) ans ;
- Exonération des droits d'enregistrement pour les opérations portant sur des valeurs mobilières cotées ou négociées sur un marché organisé, pour une durée de cinq (5) ans.

• **Avantage fiscal pour les sociétés cotées :**

- Réduction de l'IBS proportionnelle au pourcentage du capital social ouvert en bourse, pour une durée de trois (3) ans à compter du 1er janvier 2024 (réf. Loi n° 23-22, art. 133 et art. 68).

- **Exercice social :** Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.
- **Répartition statutaire des bénéfices :** La répartition des bénéfices de la société s'effectue conformément aux dispositions du Code de Commerce.
- **Assemblées générales :** La tenue, la convocation et les délibérations des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la société se font conformément aux dispositions du Code de Commerce.

2.2. CAPITAL :

2.2.1. Composition du capital :

Élément	Montant
Montant du capital social actuel	Le capital social de la société est de 200 000 000 DA.
Nombre d'actions	2 000 000 actions
Valeur nominale	100 DA
Forme des actions	Au porteur identifiable et dématérialisée
Catégorie	Actions ordinaires
Conditions de modification du capital	Conformément aux dispositions légales et statutaires, toute modification du capital nécessite une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire

2.2.2. Obligations convertibles :

La société n'a émis aucun titre de cette catégorie à ce jour.

2.2.3. Tableau de l'évolution du capital :

Le capital de la société CSC EXPERTISE SPA a évolué comme suit :

Date	Nature de l'opération	Émission d'actions (DA)	Incorporation de réserves (DA)	Montant du capital après opération (DA)	Nombre d'actions nouvelles	Nombre cumulé d'actions
19/07/2009	Constitution	10 000 000	—	10 000 000	10 000	10 000
29/12/2015	Augmentation de capital	60 000 000	—	70 000 000	60 000	70 000
05/04/2026	Augmentation de capital par incorporation de réserves facultatives	—	130 000 000	200 000000	130 000	200 000
05/04/2026	Split : 1 action ancienne pour 10 actions nouvelles	—	—	200 000000	1 800 000	2 000 000

Notes explicatives :

- **19 Juillet 2009 :** Constitution de la société avec un capital de 10 000 000 DA divisé en 10 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 DA.
- **29 Décembre 2015** : Augmentation du capital social de 10 000 000 DA à 70 000 000 DA par émission de 60 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 000 DA chacune (Résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2015). À l'issue de cette opération, le capital social s'élève à 70 000 000 DA, divisé en 70 000 actions de 1 000 DA.
- **05 avril 2026 (Augmentation par incorporation de réserves) :** Augmentation du capital social de 70 000 000 DA à 200 000 000 DA par incorporation de réserves facultatives d'un montant de 130 000 000 DA (Résolution n°1 de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05 avril 2026 et du CA de l'EPST CRTI le 10 juin 2026). Le nombre d'actions est porté de 70 000 à 200 000 actions, la valeur nominale restant à 1 000 DA.
- **05 avril 2026 (Split) :** Opération de division du nominal (split) d'une action ancienne contre 10 actions nouvelles (Résolution n°2 de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 05 avril 2026). Cette opération, neutre sur la valeur totale du capital, vise à rendre l'action plus accessible aux investisseurs. Le capital social reste fixé à 200 000 000 DA. Le nombre d'actions est porté de 200 000 à 2 000 000 actions. La valeur nominale est réduite de 1 000 DA à 100 DA. La modification du statut est au niveau des domaines de la W. Tipasa.

2.3. RÉPARTITION DU CAPITAL :

2.3.1. Nombre d'actionnaires :

Les actions de CSC EXPERTISE SPA sont souscrites intégralement par l'actionnaire unique, le **Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI /EPST)**.

2.3.2. Mouvements importants ayant affecté la répartition du capital au cours des deux dernières années :

Aucun mouvement important n'a affecté la répartition du capital au cours des deux dernières années, le capital étant détenu à 100% par le CRTI depuis l'origine. L'opération de split réalisée le **5 avril 2026** n'a pas modifié la répartition du capital, le CRTI restant l'unique actionnaire.

2.4. MODIFICATIONS IMPORTANTES DE L'ACTE CONSTITUTIF :

L'acte constitutif a été modifié comme suit :

- **08 et 14 Mars 2009** : Par un statut établi par Maître BOUKHALKHAL Ali, Notaire à Dely Brahim - Alger, portant :
  - ✓ Création d'une société par Actions « SPA CSC EXPERTISE » ; son capital social s'élève à **10 000 000 DA** divisé en **10 000 actions** d'une valeur nominale de **1 000 DA** chacune, détenu par l'actionnaire unique le Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI) ;
  - ✓ Désignation de quatre (04) membres du Conseil d'Administration pour un mandat de six (06) ans.

- **17 Janvier 2016 :** Par un statut établi par **la Direction des domaines de la willaya de TIPASA**, portant sur :

✓ Approbation de la nouvelle dénomination **EPE "Société de Soudage et Contrôle Industriel SPA (CSC EXPERTISE) Filiale CRTI » ;**
✓ Augmentation du capital social à **70.000.000,00 DA** ;
✓ Désignation des membres du Conseil d'Administration.

- **26 février 2023 : Par modification du statut** établi par **Maitre BOUGUENNA Chouaib,** notaire à Koléa-W. Tipaza portant ajout de nouveaux codes d'activités à savoir :

✓ Essais et analyse de la qualité ;
✓ Diagnostic et expertise des constructions ;
✓ Contrôle de conformité des véhicules ;
✓ Inspection et audit des équipements ferroviaires ;
✓ Entreprise de services pétroliers ;
✓ Conseil et assistance aux entreprises nationales et internationales dans les domaines de l'industrie et de l'énergie ;
✓ Établissement privé de formation ou d'enseignement professionnel ;
✓ Conseil en transport maritime ;
✓ Atelier de modélisation ;
✓ Bureau de conseil et d'études dans les domaines commerciaux ;
✓ Analyses liées aux hydrocarbures ;
✓ Études et ingénierie liées aux hydrocarbures ;
✓ Certification de conformité des produits ;
✓ Certification de conformité des systèmes ;
✓ Certification de conformité des personnes.

- **21 octobre 2024 :** Par modification du statut établi par Maître **BOUGUENNA Chouaib**, Notaire à Koléa - Wilaya de Tipaza, portant :

✓ Extension de l'objet social par ajout de quinze (15) nouveaux codes d'activités (dont : institution de formation et conseil en développement personnel, bureau d'études et conseil en informatique, installation de réseaux et traitement de données, expertise technique et commission de constatation de dommages, bureau de conseil, études et assistance en matière d'investissement, recherche, innovation et amélioration de la performance, réalisation en ingénierie scientifique, accélérateur – incubateur de start-ups, bureau d'études dans le domaine de l'environnement, usinage) ;
✓ Modification de la dénomination sociale pour sa forme actuelle complète ;
✓ Prolongation de la durée du mandat des administrateurs de trois (03) années supplémentaires (2024, 2025, 2026) ;
✓ Ajout d'un nouvel administrateur, **M. RAHMOUNI Adel**.

- **18 janvier 2026** : **Par modification du statut** établi par **Maitre BOUGUENNA Chouaib,** notaire à Koléa-W. Tipaza portant ajout de nouveaux codes d'activités à savoir :

✓ Importation d'équipements et de matériels dans les domaines de l'énergie solaire, électrique et des différentes sources d'énergie ;
✓ Importation d'accessoires, de pièces de rechange et de consommables pour les équipements et matériels relevant des domaines de l'énergie solaire, électrique et des différentes sources d'énergie ;
✓ Importation d'équipements et de matériels liés au secteur des mines ;
✓ Importation d'accessoires, de pièces de rechange et de consommables pour les équipements et matériels du secteur minier ;
✓ Importation de matériaux destinés au secteur des mines ;
✓ Importation d'équipements et de matériels liés à l'industrie métallurgique ;
✓ Importation de produits chimiques ;
✓ Importation de matières et de produits chimiques dangereux ;
✓ Importation d'équipements et de matériels destinés aux essais, à la recherche scientifique, au pesage, à la mesure et à l'analyse physique et chimique, y compris leurs accessoires, pièces de rechange et consommables ;
✓ Importation d'équipements et de matériels liés à la photographie et au cinéma ;
✓ Transport routier de matières dangereuses (activité réglementée).

2.5. CODES D'ACTIVITÉ (RC) :

Type de registre	N° Registre de Commerce	Code activité	Libellé
Principal	09 B 0523747 - 00/42	16113113111	Soudage, contrôle et expertise industriels
Principal (activités complémentaires selon statuts)	09 B 0523747 - 00/42	601211	Institution de formation et conseil en développement personnel
		601210	Bureau d'études et conseil en informatique (consulting)
		607002	Installation de réseaux et traitement de données
		607015	Société d'expertise technique et commission de constatation des dommages
		607017	Bureau de conseil, études et assistance en matière d'investissement
		607058	Entreprise de recherche, d'innovation et d'amélioration de performance
		607073	Institution de réalisation en ingénierie scientifique
		607081	Théâtre, incubateur de start-ups

		607085	Bureau d'études dans le domaine de l'environnement (activité organisée)
		613219	Ajustage, fraisage
1er Registre secondaire	09 B 0523747 - 00/42	432101	Importation de produits chimiques
		432102	Importation de matières et produits chimiques dangereux
2ème Registre secondaire **Le 30 Avril 2026**	09 B 0523747 - 00/42	448501	Importation d'équipements et de matériels destinés à l'expérimentation, la recherche scientifique, le pesage, mesurage et analyses physico-chimiques, y compris leurs accessoires, pièces détachées et consommables
		604115	Transport routier de matières dangereuses
2ème Registre secondaire **Le 14 Juin 202**	09 B 0523747 - 00/42	102103 102104	Analyses liées aux hydrocarbures Etudes et Engineering liés aux hydrocarbures

CHAPITRE 3 : ACTIVITÉ

3.1. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ :

L'Entreprise Publique Économique **CSC EXPERTISE SPA** a été créée conformément à l'arrêté ministériel **n°077** du **05 Mars 2023** du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, en tant que filiale commerciale rattachée au **Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI).**

En effet, la société CSC Expertise a été constituée par acte notarié en date du **19 juillet 2009**, dans le cadre législatif et réglementaire applicable à cette date, notamment les dispositions relatives à la recherche scientifique et au développement technologique, ainsi que les textes régissant l'organisation et le fonctionnement des établissements publics à caractère scientifique et technologique. À la date de sa constitution, les statuts de la société ne faisaient pas état d'une décision spécifique de l'autorité de tutelle, cette exigence devant être appréciée au regard des textes en vigueur à cette époque.

L'intervention ultérieure du décret exécutif **n° 11-396 du 24 novembre 2011,** fixant le statut-type des EPST (Établissement Publique à Caractère Scientifique et Technologique) et encadrant les conditions de création de leurs filiales, a conduit à engager une démarche visant à mettre la situation administrative de la société en conformité avec les exigences réglementaires applicables. C'est dans ce contexte que l'arrêté ministériel **n°077** du **05 Mars 2023** du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a été sollicité et obtenu, sans que cette date ne corresponde à celle de la constitution initiale de la société.

CSC EXPERTISE est une société par actions spécialisée dans :

- Le soudage, le contrôle et l'expertise industrielle ;
- L'inspection des contrôles non destructifs (CND) ;
- La qualification des procédés de soudage et des soudeurs ;
- L'expertise industrielle des installations ;
- Les essais et analyses chimiques sur matériaux métalliques ;
- Les formations qualifiantes en soudage et CND ;
- L'inspection réglementaire des appareils à pression de gaz, de vapeur, des appareils de levage et des installations électriques (APG, APV, APL, APE) ;
- L'accompagnement des entreprises sur les référentiels ISO 17020 et ISO 17025 ;
- L'audit interne.

3.1.1. Historique et dates clés :

La société CSC EXPERTISE SPA a été créée le **19 juillet 2009**, sous forme de société par actions (SPA), en tant que filiale à 100 % du Centre de Recherche en Technologies Industrielles (CRTI). Son capital social initial était de 10 000 000 DA.

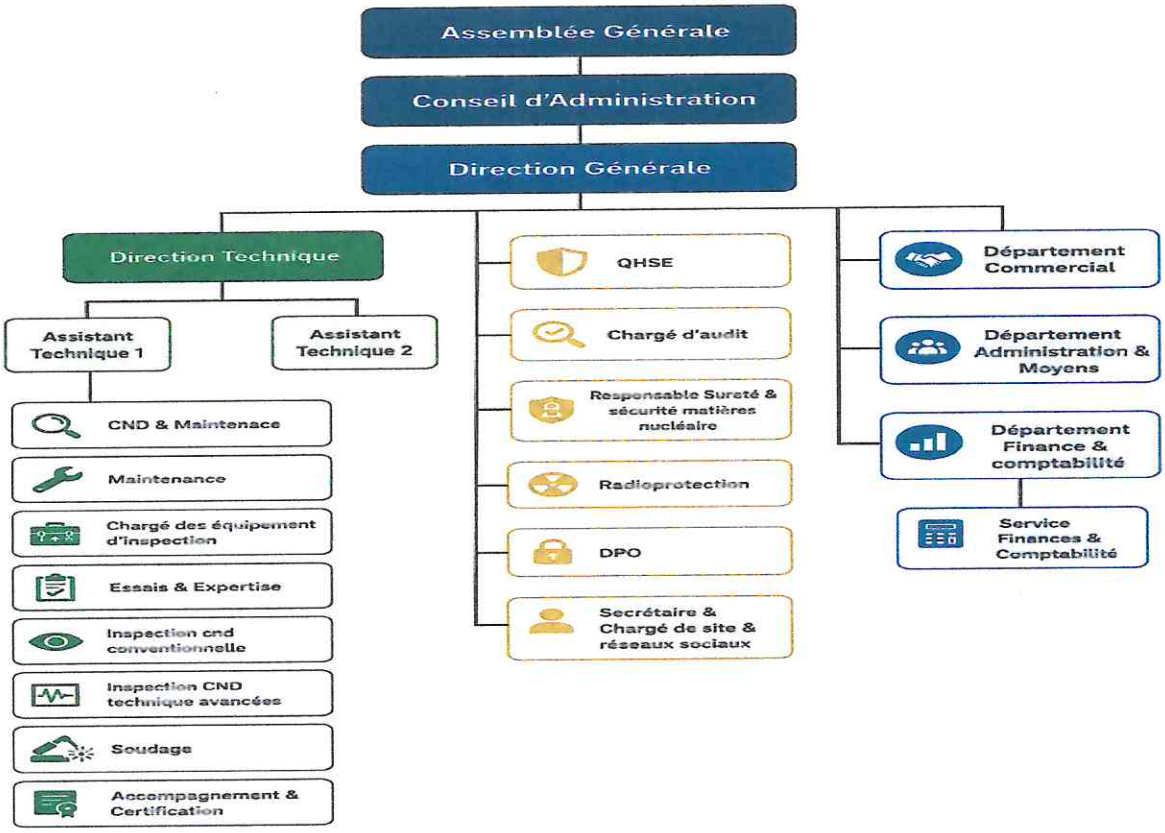
Le **17 Janvier 2016**, l'entreprise a procédé à une augmentation significative de son capital social, porté à 70 000 000 DA, afin de renforcer sa structure financière et d'accompagner son développement.

CSC EXPERTISE SPA déploie ses activités autour de domaines à forte valeur ajoutée, couvrant l'ensemble de la chaîne de contrôle, d'évaluation et d'amélioration de la performance technique, notamment :

- Inspection par contrôles non destructifs (CND) : ultrasons, radiographie, magnétoscopie, ressuage, courants de Foucault, etc. ;
- Expertise industrielle des installations ;
- Essais et analyses chimiques sur matériaux métalliques ;
- Contrôle réglementaire de sécurité (APG, APV, APL, APE) ;
- Formations qualifiantes en soudage et CND ;
- Accompagnement des entreprises sur les référentiels ISO 17020 et ISO 17025 ;
- Audit interne.

L'entreprise est accréditée selon les normes **ISO/CEI 17020**, cependant les laboratoires d'essais au niveau de l'actionnaire unique CRTI sont accrédité et **ISO/CEI 17025**, attestant de la compétence et de l'impartialité de ses activités d'inspection, de contrôle et d'essais.
Depuis sa création, CSC EXPERTISE SPA enregistre une croissance soutenue de son activité, avec un portefeuille de clients stratégiques comprenant les principales sociétés nationales du secteur de l'énergie, des hydrocarbures et de la construction (SONATRACH, SONELGAZ, SH-ENI BRN, CSCEC, etc.).
L'année **2025** a été marquée par une modification statutaire majeure : l'Assemblée Générale Extraordinaire du **23 novembre 2025** a approuvé l'extension des missions de la société par l'ajout de plusieurs codes d'activités, notamment dans les domaines de l'importation d'équipements, de produits chimiques et du transport de matières dangereuses, dans la perspective de l'introduction en bourse.

3.1.2. Organigramme :



L'organigramme de **CSC EXPERTISE SPA** reflète une structure orientée vers l'excellence technique, la rigueur de gestion et une maturité organisationnelle adaptée à son projet d'introduction en bourse.

La société est administrée par un **Directeur Général** (M. HADJ DJILANI Lamine), qui assure la supervision globale. Les fonctions suivantes lui sont directement rattachées :

- **Assistante de Direction**
- **Audit du contrôle de gestion (ACG)** et **Responsable Audit** (Mme BENDJILALI Manel)
- **RMQ&HSE** (Mme MAHMOUCHE Hala Djawhra),
- **Le Service Radioprotection (SRP)** (M. BOUKHNIFER Imeddeddine
- Responsable de sureté & sécurité de matières nucléaires (LIMANSidali
- **Juriste :** Rattaché directement à la Direction Générale.

La structure opérationnelle se décline en deux branches principales :

- **Direction Technique :** Elle regroupe Deux assistants l'un est chargée de **Chargée des**
- **Département Commercial** : Assure le développement commercial, le marketing, la **Facturation & recouvrement** (Mme RABEHI Wahiba, Chef de Département Commercial).
- **Département Administration et Moyen** : Gère les moyens généraux, le parc, le secrétariat

et le **Service Ressources Humaines** (Mme BENAMIROUCHE Yassmina, Chef de Département ; Mme FERAH Wided, Cheffe de Service RH).

- **Département Finance Comptabilité** : Pilote la gestion comptable et financière, comprenant le service Comptabilité et un chargé de l'information des actionnaires (M. METLOUG Lyès, Chef de service Finances & Comptabilité).
- **Département Opérationnel Annaba** : Antenne régionale disposant de son propre **Service Commercial**, pour le suivi des projets dans l'Est du pays.

La présence d'une fonction **Audit du contrôle de gestion (ACG)** et d'un **Responsable Audit** directement rattachée au Directeur Général, ainsi que l'existence d'un **Service Radioprotection (SRP)** au sein de la QHSE, témoignent du renforcement des processus de contrôle interne, de conformité et de sécurité, particulièrement adaptée aux exigences d'une société cotée en bourse.

3.1.3. Réglementation :

La société CSC EXPERTISE SPA est régie principalement par :

a) Lois et ordonnances :

- Ordonnance n°75-59 du 26 septembre 1975 : Code de Commerce modifié et complété ;
- Loi n°07-11 du 25 novembre 2007 : Système Comptable Financier (SCF) ;
- Décret exécutif n°11-396 du 24 novembre 2011 : Statut-type des EPST ;
- Loi n°10-01 du 29 juin 2010 : Professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé ;
- Loi n°23-22 du 24 décembre 2023 : Loi de Finances 2024 (exonérations fiscales pour les sociétés cotées) ;
- Loi n°90-11 du 21 avril 1990 : Relations de travail.

b) Textes réglementaires spécifiques :

- Décret exécutif n°96-98 du 6 mars 1996 : Livres et registres spéciaux ;
- Arrêté du 26 juillet 2008 : Règles d'évaluation et de comptabilisation SCF ;
- Règlement COSOB n°23-04 du 24 octobre 2023 : Règlement Général de la Bourse des Valeurs Mobilières ;
- Décrets exécutifs 90-245, 90-246, 91-05, 01-342, 21-261 relatifs aux contrôles réglementaires.

a) **Normes et certifications** :

CSC EXPERTISE SPA dispose d'un ensemble de certifications et accréditations qui fondent sa légitimité technique et sa crédibilité sur le marché :

- **ISO/CEI 17020 (depuis 2011)** : organisme d'inspection compétent et impartial dans sept portées de contrôles non destructifs (ultrasons, radiographie, magnétoscopie, ressuage, contrôle visuel, QMOS, QS). Cette accréditation couvre également le contrôle réglementaire des appareils sous pression (APG, APV) et des appareils de levage (APL, APE).
- **ISO/CEI 17025** : laboratoire d'essais accrédité pour les essais de traction et l'analyse chimique des matériaux métalliques, garantissant la fiabilité et la traçabilité des résultats.

- **Certifications en cours** (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001) : attestant de la maîtrise des processus qualité, environnementaux et de santé-sécurité au travail, ces normes renforcent la gouvernance interne et préparent l'entreprise aux obligations d'une société cotée.
- **Projet d'accréditation ISO 17021** : Reconnaissance par ALGERAC de CSC EXPERTISE en tant qu'organisme certificateur tierce partie pour les systèmes de management (qualité, santé-sécurité, environnement). Cette activité nouvelle constitue un relais de croissance structurant, conforme au plan stratégique 2026-2030.

3.2. CARACTÉRISTIQUES ESSENTIELLES DE L'ACTIVITÉ :

3.2.1. Activités actuelles :

CSC EXPERTISE SPA est une société de services et de prestations techniques spécialisée dans le contrôle non destructif (CND), l'expertise industrielle, les essais et analyses physico-chimiques sur matériaux métalliques, les contrôles réglementaires de sécurité, la formation qualifiante, l'accompagnement des entreprises sur les référentiels d'accréditation, ainsi que la certification des systèmes de management, des produits et du personnel (projet).

A. Contrôles non destructifs (CND) : L'entreprise propose des prestations d'inspection dans les secteurs stratégiques (énergie, hydrocarbures, pétrochimie, sidérurgie, construction, agroalimentaire) :

- Ultrasons (dont techniques avancées : LRUT, TOFD, Phased Array) ;
- Radiographie industrielle ;
- Magnétoscopie ;
- Ressuage ;
- Contrôle visuel ;
- Courants de Foucault ;
- Inspection par MFL (corrosion des fonds de bacs de stockage).

B. Expertise industrielle :

- Diagnostic et inspection des équipements (pompes SULZER, canalisations, tubing de forage) ;
- Études métallographiques et analyses chimiques ;
- Caractérisation de la corrosion électrochimique ;
- Expertise des causes d'endommagement et de fissuration ;
- Inspection par endoscopie.

C. Essais et analyses physico-chimiques sur matériaux métalliques (ISO/CEI 17025) :
Grâce à l'accréditation ISO/CEI 17025 des laboratoires de CRTI, CSC EXPERTISE capable de réaliser :

- Usinage normalisé d'éprouvettes pour essais mécaniques (traction, choc, dureté) ;
- Essais mécaniques sur aciers, fontes, cuivre, titane et alliages ;
- Analyses chimiques pour déterminer la composition des matériaux métalliques ;
- Caractérisation métallurgique (microstructure, traitements thermiques, phases) ;
- Expertise des endommagements (fissuration, corrosion, fatigue, rupture).

Ces prestations sont réalisées soit au laboratoire central de Bou Ismail, soit directement sur les sites

clients.

D. Contrôle réglementaire de sécurité (APG, APV, APL, APE) :

- **APL** : Contrôle des appareils de levage (ponts roulants, grues, palans) ;
- **APE** : Contrôle des installations électriques ;
- **APG** : Contrôle des appareils sous pression de gaz (réservoirs, canalisations) ;
- **APV** : Contrôle des appareils sous pression de vapeur (chaudières, générateurs).

E. Formation qualifiante :

CSC EXPERTISE dispense des formations dans les domaines suivants :

- Formations managériales (leadership, gestion de projet, communication) ;
- Formations en soudage (procédés, qualification des soudeurs QS) ;
- Formations en contrôles non destructifs (CND) (ultrasons, radiographie, magnétoscopie, ressuage, etc.) ;
- Formations sur les référentiels techniques (ISO 17020, ISO 17025, ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001) ;
- Formation à la carte (adaptée aux besoins spécifiques des clients).
  Les formations peuvent être dispensées au siège de Bou Ismail ou directement sur les sites des clients.

F. Accompagnement des entreprises sur les référentiels d'accréditation :

CSC EXPERTISE accompagne les laboratoires et organismes industriels dans la mise en œuvre des référentiels :

- ISO/CEI 17020 (organismes d'inspection) ;
- ISO/CEI 17025 (laboratoires d'étalonnage et d'essais).

G. Audit interne :

CSC EXPERTISE réalise des missions d'audit interne pour le compte de ses clients, notamment dans les domaines suivants :

- Audit des systèmes de management (qualité, environnement, santé sécurité) ;
- Audit des processus techniques (CND, soudage, essais) ;
- Audit de conformité réglementaire.

H. Certification des systèmes de management (projet ISO 17021) :

En cours de reconnaissance par ALGERAC sur le référentiel ISO 17021, CSC EXPERTISE se prépare à offrir des services de certification tierce partie (indépendante) pour :

- Certification des entreprises : ISO 9001 (qualité), ISO 45001 (santé sécurité), ISO 14001 (environnement) ;
- Certification du personnel : CND, soudage, protection cathodique, inspection de revêtement ;
- Certification des produits industriels (produits stratégiques, bois, etc.).
  Cette nouvelle activité constitue un relais de croissance structurant conforme au plan stratégique 2026-2030.

I. Nouvelles activités d'importation et transport de matières dangereuses :

Conformément à la modification statutaire du **18 janvier 2026** et aux résolutions de l'Assemblée

Générale Extraordinaire du **23 novembre 2025**, CSC EXPERTISE a étendu ses missions par l'ajout des codes d'activités suivants :

- Importation d'équipements et matériels liés aux domaines de l'énergie solaire, électrique et de l'énergie de différentes origines ;
- Importation d'accessoires, pièces détachées et consommables d'équipements et de matériels liés aux domaines de l'énergie solaire, électrique et de l'énergie de différentes origines ;
- Importation des équipements et matériels liés au domaine des mines ;
- Importation d'accessoires, pièces détachées et consommables d'équipements et de matériels liés au domaine des mines ;
- Importation de produits liés au domaine des mines ;
- Importation des équipements et matériels liés au domaine de l'industrie des métaux ;
- Importation de produits chimiques ;
- Importation de matières et produits chimiques dangereux ;
- Importation des équipements et matériels destinés à l'expérimentation, la recherche scientifique, le pesage, mesurage et analyses physico-chimiques, y compris leurs accessoires, pièces détachées et consommables ;
- Importation de matériels et produits liés au domaine photographique et cinématographique ;
- Transport routier de matières dangereuses (activité réglementée).

3.2.2. Répartition du chiffre d'affaires par activité :

L'analyse de la répartition du chiffre d'affaires de CSC EXPERTISE SPA sur la période 2022-2025 montre une structure d'activité largement dominée par les prestations d'Inspection et de Contrôle réglementaire, complétées par les activités d'Essais, d'Expertise, de Formation et d'Accompagnement.

CSC EXPERTISE a maintenu une prédominance constante des prestations d'Inspection et de Contrôle réglementaire, représentant 88 % du chiffre d'affaires en 2022, 89 % en 2023, 85 % en 2024 et 86 % en 2025. Parallèlement, les prestations d'Essais, d'Expertise, de Formation et d'Accompagnement ont représenté respectivement 12 %, 10 %, 14 % et 14 % du chiffre d'affaires sur la même période, illustrant la reprise et le renforcement des activités complémentaires.

Cette évolution traduit un positionnement stratégique reposant sur la consolidation du cœur de métier historique de l'entreprise, à savoir l'Inspection et le Contrôle réglementaire, tout en renforçant les activités complémentaires à valeur ajoutée telles que les Essais, l'Expertise, la Formation et l'Accompagnement. La progression de la part de ces dernières activités depuis 2023 contribue ainsi à une diversification progressive du portefeuille de prestations, tout en maintenant la prédominance de l'activité principale.

Au sein des prestations de services, les activités d'Inspection et de Contrôle réglementaire constituent le socle principal de l'activité de CSC EXPERTISE SPA, tandis que les prestations complémentaires d'Essais, d'Expertise, de Formation et d'Accompagnement contribuent à renforcer la diversification et la cohérence de l'offre. Cette structure s'appuie notamment sur les accréditations techniques de l'entreprise, en particulier ISO/CEI 17020 pour les activités d'inspection et ISO/CEI 17025 pour les activités d'essais.





Pour l'entreprise, ce positionnement:

- Consolide le cœur de métier: la prédominance des activités d'Inspection et de Contrôle réglementaire assure une base d'activité importante et cohérente avec l'expertise historique de l'entreprise;
- Valorise les accréditations techniques: les prestations d'inspection et d'essais bénéficient du cadre des accréditations ISO/CEI 17020 et ISO/CEI 17025, renforçant la crédibilité et la valeur ajoutée des prestations;
- Favorise la diversification des revenus: le développement des activités d'Essais, d'Expertise, de Formation et d'Accompagnement permet de compléter l'activité principale et de répondre à un éventail plus large de besoins industriels ;
- Contribue à une croissance progressive: la reprise des différentes catégories de prestations depuis 2024 soutient l'amélioration du chiffre d'affaires global et la consolidation de l'activité.
- Dominance de l'Inspection et du Contrôle réglementaire : Cette catégorie représente la part prépondérante du chiffre d'affaires sur l'ensemble de la période 2022-2025, avec respectivement 88 % en 2022, 89 % en 2023, 85 % en 2024 et 86 % en 2025. Malgré le recul enregistré en 2023, cette activité a renoué avec une progression en 2024 et 2025, confirmant son rôle de principal moteur économique de CSC EXPERTISE.
- Renforcement des prestations complémentaires: Les activités d'Essais, d'Expertise, de Formation et d'Accompagnement représentent respectivement 12 % en 2022, 10 % en 2023, 14 % en 2024 et 14 % en 2025 du chiffre d'affaires. Après une baisse en 2023, leur progression en 2024 et 2025 traduit le développement des prestations à valeur ajoutée et leur contribution croissante à la diversification de l'offre de l'entreprise.
- Diversification interne des prestations: Au sein de son portefeuille de services, CSC EXPERTISE bénéficie d'une diversification fondée sur la complémentarité entre Inspection, Contrôle réglementaire, Essais, Expertise, Formation et Accompagnement. La prédominance de l'activité d'Inspection et de Contrôle réglementaire demeure le principal socle de l'activité, tandis que le développement des prestations complémentaires renforce la résilience du modèle économique et réduit progressivement la dépendance à une seule famille de prestations.

3.3. RENSEIGNEMENTS SUR L'ACTIVITÉ :

3.3.1. Nombre de clients :

Comme le montre le tableau ci-dessous, la base de clients de CSC EXPERTISE a connu une progression significative entre 2023 et 2025, témoignant de la dynamique commerciale et de la reconnaissance croissante de l'expertise de la société.

Indicateur	2023	2024	2025	Evolution 2025/2023
Nombre de clients actifs	85	112	130	+52,9%
Nombre de contrats cadre	8	12	17	+112,5%

L'étude des indicateurs clients sur la période **2023-2025** révèle une croissance significative de la clientèle et des contrats.

- **Nombre de clients actifs :** Le nombre de clients actifs a connu une progression significative, passant d'environ 85 en 2023 à environ 130 en 2025, soit une augmentation de près de 53%. Cette progression traduit une fidélisation efficace et l'acquisition de nouveaux clients, renforçant la présence de l'entreprise sur le marché national, notamment dans les secteurs stratégiques des hydrocarbures, de l'énergie, de la construction et de l'industrie.
- . **Nombre de contrats cadre :** Les contrats cadre connaissent la croissance la plus rapide, passant de 8 en 2023 à 17 en 2025, soit une progression de 112,5%. Cela reflète une confiance accrue des clients clés (notamment SONATRACH DP, SONATRACH AVAL, SONELGAZ (GRTG, DEG, SPE), SH-ENI BRN, CSCEC) et une formalisation croissante des relations commerciales par des accords à long terme.

3.3.2. Répartition des clients par secteur :

La répartition sectorielle montre une prédominance marquée du secteur des hydrocarbures, qui regroupe l'ensemble des acteurs publics et privés liés à l'industrie pétrolière et gazière, avec une diversification progressive vers les travaux publics et une reprise notable du secteur gazier.

Secteur	2023	2024	2025	Evolution
Hydrocarbures & Énergie (SONATRACH et ses filiales, ENGCB, GTFT, SOMIZ, etc.)	83 %	87 %	88 %	+5 pts
Énergie & Gaz (SONELGAZ)	10 %	5 %	10 %	Stable
Autres (Privés Algériens, Étrangers, Divers)	7 %	8 %	2 %	-5 pts

Analyse sectorielle :

- **Dominance écrasante du secteur Hydrocarbures et Énergie** : Ce secteur demeure le client principal de CSC EXPERTISE, avec une part qui progresse de 83 % en 2023 à 88 % en 2025 (+5 points). Cette augmentation s'explique par l'intégration dans ce périmètre des entreprises de construction et de génie civil (ENGCB, GTFT, SOMIZ, etc.) qui, bien qu'opérant dans le

BTP, interviennent exclusivement sur des projets liés aux hydrocarbures (raffineries, pipelines, infrastructures pétrolières et gazières). Les projets réalisés pour SH-DP HMD, SH-DP RNS, SH-DRC, SH-ENI et le groupe SONATRACH OURHOUD (plus de 173 millions DA en 2025) témoignent de la confiance des acteurs majeurs du secteur.

- **Reprise dynamique du secteur Énergie et Gaz (SONELGAZ)** : Après une baisse en 2024 (5 %), la part du groupe SONELGAZ a rebondi à 10 % en 2025, avec un chiffre d'affaires de 24,4 millions DA, en progression de +112 % par rapport à l'exercice précédent. Cette reprise reflète une relance des projets d'inspection et de contrôle sur les réseaux de transport de gaz (STG, DQL).
- **Recul relatif des autres segments** : La part des sociétés privées algériennes, des sociétés étrangères et des clients divers a mécaniquement diminué (de 8 % en 2024 à 2 % en 2025) en raison de l'explosion des volumes de chiffre d'affaires générés par le secteur des hydrocarbures. En valeur absolue, les sociétés privées ont enregistré une forte progression en 2025 (+231 % par rapport à 2024, atteignant 13,9 M DA), mais leur poids relatif reste limité.

En tant que filiale du CRTI, CSC EXPERTISE n'enregistre pas de chiffre d'affaires commercial significatif avec le secteur de la recherche ou les universités ; les transactions avec son actionnaire sont limitées à des prestations internes (sous-traitance, loyers), non comptabilisées en chiffre d'affaires externe.

La répartition des clients par secteur montre que l'entreprise reste **très fortement concentrée sur le secteur des hydrocarbures** (88 % en 2025), ce qui constitue à la fois une force (stabilité des revenus, partenaires institutionnels de premier plan) et un risque de concentration qu'il convient de surveiller, même si la diversification vers SONELGAZ et les projets gaziers offre des perspectives de croissance complémentaires.

3.3.3. Évolution des ressources et de l'activité :

Indicateur	2023	2024	2025	Évolution 2025/2023
Chiffre d'affaires (DA)	164 454 179	213 232 791	234 924 994	**+42,8 %**
Valeur ajoutée (DA)	96 251 742	123 953 857	126 400 593	**+31,3 %**
Effectif total (clôture)	93	93	97	**+4,3 %**
Productivité par salarié (CA/Effectif) (DA)	1 768 325	2 292 826	2 421 907	**+37,0 %**

Analyse des principaux indicateurs (2023-2025) :

L'examen des indicateurs clés de CSC EXPERTISE sur la période 2023-2025 montre une croissance significative du chiffre d'affaires, accompagnée d'une forte progression de la valeur ajoutée et d'une amélioration remarquable de la productivité.

- **Chiffre d'affaires** : Le chiffre d'affaires progresse de **164,45 M DA en 2023 à 234,92 M DA en 2025**, soit une augmentation de **+42,8 %**. Cette croissance reflète l'expansion soutenue des prestations de services techniques (inspection CND, soudage, expertise, formation) ainsi que le développement des ventes de marchandises (produits chimiques, équipements, consommables), conformément aux nouveaux codes d'activités approuvés par l'AGEX du 23 novembre 2025.

- **Valeur ajoutée** : La valeur ajoutée progresse de **96,25 M DA en 2023 à 126,40 M DA en 2025**, soit une augmentation de **+31,3 %**. Cette évolution indique que l'entreprise génère davantage de richesse à partir de son chiffre d'affaires, avec une maîtrise des consommations en provenance des tiers et une bonne gestion des charges d'exploitation. Le taux de valeur ajoutée se maintient à des niveaux élevés, autour de 56,5 % à 57,4 %.

- **Effectif** : L'effectif total est resté stable à **93 salariés** entre la clôture 2023 et 2024, puis a connu une légère progression pour atteindre **97 salariés à la clôture 2025 (+4,3 %)**. Cette augmentation maîtrisée des effectifs, inférieure à la croissance du chiffre d'affaires, témoigne d'une optimisation des ressources humaines.

- **Productivité par salarié** : La productivité par salarié (CA/effectif) est passée de **1,77 M DA en 2023 à 2,42 M DA en 2025**, enregistrant une progression significative de **+37 %**. Cette hausse confirme l'**optimisation de l'organisation opérationnelle** et l'efficacité des équipes en place, qui génèrent davantage de valeur avec une structure humaine stable.

3.4. DÉBOUCHÉS ET PLACE SUR LE MARCHÉ :

3.4.1. Positionnement de CSC EXPERTISE :

CSC EXPERTISE SPA se positionne comme un acteur de référence dans le domaine du contrôle non destructif (CND) et de l'expertise industrielle en Algérie, avec une solide reconnaissance institutionnelle et un projet de diversification ambitieux.

L'analyse du positionnement stratégique de CSC EXPERTISE SPA met en évidence plusieurs atouts différenciants qui consolident sa place sur le marché :

- **Expertise technique reconnue :** position de premier plan sur le marché du CND du secteur public, clientèle stratégique (SONATRACH, SONELGAZ, SH-ENI, CSCEC) et contrats cadre en forte progression (+112,5 % entre 2023 et 2025).
- **Accréditations :** ISO/CEI 17020 (organismes d'inspection) depuis 2011 et ISO/CEI 17025 (laboratoires d'essais). Ces accréditations attestent de la compétence technique, de l'impartialité et de la fiabilité des prestations.
- **Techniques avancées :** maîtrise des CND de pointe (LRUT, TOFD, MFL, Phased Array, courants de Foucault), améliorant la précision, la fiabilité et la productivité des inspections.

- **Offre intégrée :** couverture de la chaîne de contrôle (CND, expertise, essais, formation, transport de matières dangereuses), complétée par des activités en cours de développement (certification, importations), offrant une solution « clé en main » aux clients.
- **Projets emblématiques :** réalisation de projets d'envergure (inspection OD 2 par onde guidée sur 230 km, contrôles CND des CPF Hassi Messaoud et El Gassi), démontrant la capacité à gérer des missions complexes.
- **Laboratoire d'essais (ISO/CEI 17025) et contrôle réglementaire :** double compétence rare (essais de traction, analyses chimiques, caractérisation métallurgique) et contrôles obligatoires (APG, APV, APL, APE), générant des revenus récurrents.

3.4.2. Classification des acteurs du marché :

La position de **CSC EXPERTISE** est robuste et différenciée, avec un leadership technique affirmé dans le domaine du contrôle non destructif (CND) et une présence croissante dans les services à forte valeur ajoutée (formation, expertise, certification). Adossée à une structure financière particulièrement solide – **trésorerie excédentaire de 226,7 millions DA** et **capacité d'autofinancement (CAF) de 50,9 millions DA** en 2025 – la société dispose des moyens nécessaires pour développer de nouveaux projets et préparer son introduction en bourse.

Acteur	Type	Activité principale	Part de marché estimée
CSC EXPERTISE	**Public (EPE)**	**CND, expertise industrielle, essais & analyses, formation qualifiante, contrôles réglementaires (APG, APV, APE, APL), certification de systèmes de management & accompagnement**	**Dominante (>80 % sur le secteur public institutionnel)**
Cabinets d'expertise privés (quelques acteurs)	Privé	CND, expertise industrielle	Faible à modérée
Laboratoires privés (quelques acteurs)	Privé	Analyses et essais mécaniques/chimiques	Modérée
Entreprises de formation (quelques acteurs)	Privé	Formations CND et soudage	Modérée

L'analyse des principaux acteurs du marché montre que **CSC EXPERTISE occupe une position dominante**, particulièrement dans le secteur des contrôles non destructifs et de l'expertise industrielle. Cette position est étayée par les éléments suivants :

- **Leader incontesté sur le secteur public** : Avec une part de marché estimée à plus de **80 %** dans le segment public institutionnel, CSC EXPERTISE bénéficie d'une position stratégique difficilement contestable par les acteurs privés. Le groupe **SONATRACH** représente à lui seul **73,79 %** du chiffre d'affaires, tandis que le groupe **SONELGAZ** y contribue à hauteur de **10,38 %**, soit une dépendance qui illustre sa force de pénétration et sa relation privilégiée avec les grands donneurs d'ordre publics.

- **Différenciation par le multipositionnement et la reconnaissance institutionnelle** : Contrairement aux acteurs privés, qui se concentrent souvent sur un seul segment (CND, formation ou analyse), CSC EXPERTISE combine une offre complète couvrant le **CND**, les **essais & expertise**, le **soudage**, la **formation qualifiante**, les **contrôles réglementaires (APG, APV, APE, APL)** ainsi que la **certification des systèmes de management qualité (ISO 9001, 14001, 45001)**. La société est la **première en Algérie** à disposer d'une accréditation **ISO/CEI 17020** couvrant **sept portées d'inspection** (Radiographie, Ultrasons, Magnétoscopie, Ressuage, Visuel, Qualification des soudeurs, Qualification des procédés de soudage), ce qui constitue une barrière à l'entrée significative pour les concurrents.

- **Concurrence limitée sur les segments spécialisés** : Bien que quelques cabinets privés et laboratoires indépendants soient présents sur le marché, aucun ne dispose de la reconnaissance institutionnelle, des accréditations multiples (17020 et 17025) ni de la capacité financière et technique de CSC EXPERTISE.

3.4.3. Atouts concurrentiels de CSC EXPERTISE :

L'évaluation des principaux atouts de l'entreprise met en évidence les forces clés qui soutiennent sa position de leader et son projet de développement :

- **Adossement scientifique** : En tant que filiale du CRTI, l'entreprise bénéficie d'un soutien scientifique et technique solide, incluant l'accès à des équipements de pointe et à l'expertise du centre de recherche (contrôles non destructifs, soudage, sidérurgie, métallurgie). Cela garantit la qualité et la fiabilité des prestations d'expertise.

- **Accréditations multiples** : ISO/CEI 17020 (7 portées CND) et ISO/CEI 17025 (essais de traction, analyse chimique) attestent de la compétence technique et de l'impartialité des services d'inspection.

- **Projets emblématiques** : Réalisation de projets de grande envergure pour SONATRACH (inspection OD 2 par onde guidée sur 230 Km, contrôle CND des installations des CPF Hassi Messaoud et CPF El Gassi, expertise des causes de fissuration de tubing de forage, etc.).

- **Reconnaissance institutionnelle** : Les accréditations ISO en cours d'acquisition (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001) attestent de la conformité aux standards internationaux et augmentent la crédibilité vis-à-vis des clients et partenaires institutionnels.

- **Clientèle fidélisée** : Les contrats cadre avec des donneurs d'ordre publics majeurs, tels que SONATRACH, SONELGAZ et le groupement SH-ENI BRN, garantissent des revenus stables et renforcent la position de l'entreprise comme partenaire de référence.

- **Capacité d'innovation** : Intégration de techniques avancées (LRUT, TOFD, MFL, IRIS, Phased Array) et projet de certification des systèmes de management (ISO 17021), du personnel (ISO 17024) et des produits (ISO 17065).

CSC EXPERTISE dispose d'un ensemble d'atouts stratégiques solides, combinant expertise technique, accréditations internationales, reconnaissance institutionnelle et projet innovant. Ces facteurs confèrent à l'entreprise un avantage concurrentiel durable et une capacité à consolider sa position de leader tout en se développant sur de nouveaux segments de marché.

3.5. PRINCIPALES INSTALLATIONS :

Type d'installation	Localisation	Statut
Siège social	Bou-Ismail, Tipaza	Propriété
Laboratoires CND	Bou-Ismail, Tipaza	Propriété
Équipements mobiles	Sites clients	Propriété
Équipements techniques	Site central + sites clients	Propriété
Logiciels	Siège social	Propriété
Structure formation & certification	Bou-Ismail (atelier B5)	Propriété (aménagement en cours)

3.6. PERSONNEL :

3.6.1. Évolution des effectifs :

Catégorie	2023	2024	2025	Évolution 2025/2023
Cadres dirigeants	1	1	1	0%
Cadres supérieurs	2	3	4	+100%
Cadres	6	7	9	+50%
Maîtrise	20	25	37	+85%
Exécution	26	24	46	+76,9%
TOTAL	**55**	**60**	**97**	**+76,4%**

3.6.2. Structure des effectifs par fonction (2025) :

Fonction	Effectif	Taux
Direction Générale	1	1,0 %
Direction Technique (Cadres & Maîtrise)	9	9,3 %
Département Administration et Moyens	6	6,2 %

Département Finance et Comptabilité	4	4,1 %
Département Commercial	4	4,1 %
Opérationnel (Inspection CND, Expertise, Essais, Formation, Soudage)	73	75,3 %
TOTAL	**97**	**100 %**

3.6.3. Politique sociale :

Domaine	Description
Climat social	Serein, absence de conflits collectifs, dialogue social actif
Formation	Continue en CND, soudage, normes ISO, techniques avancées, management, sécurité
Avantages sociaux	Primes (responsabilité, bilan, inventaire, variable, etc.), indemnités (transport, IFSP, déplacement, etc.), œuvres sociales, Parts des travailleurs (bénéfices)
Respect des obligations DAS	DAS déposée dans les délais, livres légaux et registres réglementaires tenus et paraphés

3.7. INVESTISSEMENTS :

3.7.1. Investissements réalisés (2024-2025)

Exercice	Nature de l'investissement	Montant (DA)
2024	Immobilisations corporelles (équipements techniques, matériel de bureau, informatique, véhicules)	23 173 184
2025	Immobilisations corporelles (équipements techniques, matériel de bureau, informatique, véhicules)	8 359 706
TOTAL		**31 532 890**

3.7.2. Détail des investissements 2025 :

Catégorie d'investissement	Montant (DA)	Part du total
Équipement technique principal	993 850	11,89%
Équipement technique auxiliaire	786 057	9,40%
Matériel et outillage	48 000	0,57%
Mobilier de bureau	39 900	0,48%
Matériel de bureau	31 700	0,38%
Matériel informatique	560 201	6,70%
Véhicules utilitaires	5 000 000	59,81%
Autres	900 000	10,77%
Total	**8 359 706**	**100%**

3.8. FILIALES ET PARTICIPATIONS :

À la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2025 (31 décembre 2025), CSC EXPERTISE SPA ne détient aucune filiale ni prise de participation.

3.9. FACTEURS DE RISQUES :

Catégorie	Risque	Description
Clients	Créances douteuses	Le solde du compte clients douteux s'élève à **28 639 202,31 DA** au 31/12/2025. Un écart est constaté entre le montant des créances classées douteuses et les provisions comptabilisées, traduisant une insuffisance dans l'évaluation du risque de non-recouvrement.
Clients	Concentration sectorielle	Une part significative du chiffre d'affaires reste concentrée sur le secteur des hydrocarbures et de l'énergie (**SONATRACH : 73,8 %, SONELGAZ : 10,4 %** en 2025). Cette dépendance expose la société aux fluctuations des investissements publics dans ces secteurs.
Gouvernance	Cellule d'audit interne	La société a formalisé la création d'une cellule d'audit interne par décision du **1er février 2026**, répondant ainsi aux recommandations du Commissaire aux Comptes et aux exigences de la COSOB pour les sociétés faisant appel public à l'épargne.
Marché	Dépendance réglementaire et autorisations d'importation	L'activité est soumise à un cadre réglementaire strict (normes QHSE, sécurité industrielle, transport de matières dangereuses) et les autorisations d'importations du COMEX. La suspension d'importation des sources radioactives et les difficultés d'approvisionnement en films radiographiques ont freiné l'activité en 2025. La société a engagé une extension de son objet social pour sécuriser ces importations (activités secondaires, codes 426101, 426102, 432101, 432102, etc.).
Concurrence	Arrivée de nouveaux concurrents	Le marché de l'expertise CND, du soudage et de la formation pourrait attirer de nouveaux entrants (nationaux ou internationaux), notamment en raison de l'évolution des exigences réglementaires et des besoins croissants en certification.
Change	Fluctuation des devises	Les approvisionnements en équipements spécialisés (sources radioactives, consommables CND, matériels techniques) exposent la société au risque de change, compte tenu du caractère importé de ces intrants.

Juridique	Conformité	L'entreprise doit se conformer à une réglementation dense (Code de commerce, normes QHSE, transport de matières dangereuses, protection des données). Le non-respect potentiel pourrait entraîner des sanctions ou des interruptions d'activité.
Technologique	Obsolescence des équipements	L'évolution rapide des technologies de contrôle non destructif (MFL, TOFD, Eddy Current, LRUT) impose des investissements réguliers pour maintenir la compétitivité technique et la conformité aux accréditations ISO/CEI 17020 et 17025.
Financier	Dette ancienne non apurée	Le maintien d'une dette ancienne d'un montant de **1 135 686,70 DA**, relative à l'unité régionale d'Annaba (remontant à l'exercice 2010), demeure non apurée. Sa justification et son traitement comptable doivent être finalisés.
Financier	Caution non restituée	Une caution de bonne exécution relative au projet KDG (contrat n°132/KDG/26/2018), d'un montant de **4 252 500 DA**, est toujours en cours. Selon les informations communiquées, sa mainlevée est conditionnée par la régularisation d'un reliquat de 5 712 DA, dont l'origine n'a pas encore été justifiée.

3.10. MATRICE SWOT :

FORCES (Strengths)	FAIBLESSES (Weaknesses)
Expertise technique reconnue : Accréditations ISO/CEI 17020 (7 portées CND) et ISO/CEI 17025, faisant de CSC EXPERTISE un leader national dans l'inspection industrielle et le contrôle non destructif.	**Forte dépendance sectorielle et client :** 73,8 % du chiffre d'affaires 2025 est concentré sur le Groupe SONATRACH et 10,4 % sur SONELGAZ, exposant l'entreprise aux aléas des investissements publics et des appels d'offres de ces deux groupes.
Adossement stratégique au CRTI : Veille scientifique et technologique continue, accès aux plateformes techniques du centre de recherche, bénéficiant de sa notoriété institutionnelle.	**Faiblesses du contrôle interne et de la gestion des créances :** Un écart de 8 MDA a été constaté entre les créances commerciales et comptables. Les procédures d'ordonnancement sont insuffisantes, et la société présente un solde de clients douteux de **28,6 MDA** avec un niveau de provisionnement inadapté.
Solidité financière exceptionnelle : Trésorerie nette de 226,69 MDA au 31/12/2025, capitaux propres de 319,67 MDA, et absence totale d'endettement bancaire, offrant une	**Actif matériel vieillissant et contraintes logistiques :** Véhicules d'intervention obsolètes, pannes récurrentes, et absence de matériels neufs pour

capacité d'autofinancement élevée.	les missions dans le Sud. Cela a engendré des retards et une augmentation des coûts de maintenance.
Capital humain qualifié et expérimenté : Une équipe de 97 salariés à fin 2025, dont 75 % d'opérationnels, bénéficiant d'une expertise reconnue en CND, soudage et inspection APG/APV.	**Dépendance aux autorisations d'importation :** Nécessité d'obtenir des autorisations du COMEX pour les sources radioactives, les consommables stratégiques (films radiographiques), exposant l'entreprise à des risques de rupture d'approvisionnement.
Portefeuille clients stratégiques : Contrats cadre et historiques avec les grands donneurs d'ordre nationaux (SONATRACH DP, AVAL, OURHOUD ; SONELGAZ STG ; SH-ENI, CSCEC, BONATTI, etc.).	**Dettes et cautions anciennes non apurées :** Une dette ancienne de 1,1 MDA (URASM Annaba, 2010) et une caution de bonne exécution de 4,25 MDA (projet KDG, 2018) restent non régularisées et doivent être traitées.
Capacité d'innovation et de diversification : Maîtrise des techniques avancées (LRUT, TOFD, MFL) et engagement dans de nouvelles activités de certification, de formation qualifiante et d'importation de consommables pour la revente en l'état.	**Absence d'accréditations stratégiques :** L'entreprise ne dispose pas encore des accréditations ISO 17021, ISO 17024, ISO 17065, nécessaires pour se positionner comme organisme certificateur de systèmes, de personnel et de produits.
OPPORTUNITÉS (Opportunities)	**MENACES (Threats)**
Expansion du marché réglementaire : Besoins croissants en contrôles réglementaires (APG, APV, APL, APE) et en certificats de conformité pour les infrastructures industrielles et énergétiques.	**Intensification de la concurrence :** Arrivée possible de nouveaux acteurs privés ou étrangers sur le marché de l'inspection CND et de la certification, notamment avec l'ouverture du secteur.
Diversification stratégique vers les activités de certification : Lancement des accréditations ISO 17021 (systèmes), ISO 17024 (personnel) et ISO 17065 (produits), ouvrant un nouveau marché à forte valeur ajoutée et complémentaire aux prestations existantes.	**Risques réglementaires et opérationnels :** Lenteurs administratives et blocages des autorisations d'importation (COMEX) pour les sources radioactives et consommables, menaçant directement la continuité de l'activité.
Développement de l'activité formation et certification du personnel : Mise en place d'un établissement de formation qualifiante en soudage et CND, répondant à la pénurie nationale de profils techniques certifiés.	**Pénurie de compétences techniques spécialisées :** Difficultés de recrutement et de fidélisation des inspecteurs et techniciens CND qualifiés, notamment pour les interventions dans les zones du Sud, face à une forte concurrence du secteur parapétrolier.

Extension à la région Maghreb-Sahel : Positionnement possible sur les marchés O&G de l'Afrique du Nord et subsaharienne, grâce à l'expertise technique et à la réputation institutionnelle acquise.	**Évolution rapide des technologies :** Risque d'obsolescence des équipements si les investissements dans les nouvelles technologies (MFL, TOFD, Eddy Current, LRUT) ne sont pas réalisés en temps opportun.
Politique nationale de substitution aux importations : Le développement de l'activité d'importation pour la revente en l'état et de certification des produits industriels s'inscrit dans la stratégie nationale de relocalisation industrielle.	**Tensions sur les prix :** Pression accrue sur les prix lors des appels d'offres, due à une concurrence croissante et à une tendance des donneurs d'ordre à réduire les coûts des prestations techniques.
Introduction en Bourse d'Alger : L'ouverture du capital permettra de mobiliser des fonds pour financer les investissements, renforcer la gouvernance, améliorer la tranSPArence financière et accroître la visibilité de l'entreprise sur le marché.	**Risque de change et de coût des intrants :** La fluctuation des devises impacte le coût des approvisionnements en consommables et équipements importés, réduisant les marges opérationnelles en cas de dépréciation du Dinar.

4.LITIGES :

EPE CSC EXPERTISE SPA est engagée dans **10 procédures contentieuses**, se répartissant en **4 litiges commerciaux** et **6 litiges sociaux**, pour un **montant total réclamé de 26 781 868,53 DA.**

La société est **en position de demanderesse dans la quasi-totalité des dossiers**, ce qui limite fortement le risque financier encouru.

5. CONTRATS ET ENGAGEMENTS IMPORTANTS :

Les importants contrats et engagements conclus par l'entreprise EPE CSC EXPERTISE **SPA** sont :

5.1. Contrats commerciaux significatifs :

5.1.1. Principaux contrats clients (2025) :

N°	Client / Partenaire	Objet du contrat	Durée	Montant annuel moyen (DA)	Part du CA 2025
1	SONATRACH DP HMD	Inspection CND des installations pétrolières	2023-2026	96 543 000	41,1%
2	SONATRACH DP RNS	Contrôle non destructif et expertise	2024-2026	13 626 844	5,8%
3	ENGCB DTC/DCM/DMI	Contrôle CND et inspection réglementaire	2024-2027	30 600 936	13,0%
4	SONELGAZ STG	Inspection des installations	2024-	20 098 801	8,6%

		gazières	2026		
5	GTFT	Contrôle CND et expertise	2024-2026	12 979 511	5,5%
6	SH-DP HMD	Inspection CND des installations pétrolières	2024-2027	96 543 000	41,1%

Total des principaux contrats : 96 543 000 DA (part du CA : 41,1%)

5.1.2. Répartition du portefeuille clients :

Segment client	Montant 2025 (DA)	Part
Groupe SONATRACH	173 345 661	73,8%
Groupe SONELGAZ	24 394 996	10,4%
Autres sociétés publiques	14 214 595	6,1%
Sociétés privées algériennes	13 912 177	5,9%
Sociétés étrangères	9 057 565	3,9%
TOTAL	**234 924 994**	**100%**

CHAPITRE 4 : RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

4.0. PRINCIPES GÉNÉRAUX SUR LA TENUE DE LA COMPTABILITÉ :

La comptabilité de CSC EXPERTISE SPA est tenue conformément au Système Comptable Financier (SCF). Les données comptables et financières de la société sont exprimées dans le respect des principes comptables généralement admis :

- **Principe de périodicité :** Les comptes sont établis annuellement (exercice du 1er janvier au 31 décembre).
- **Principe d'indépendance des exercices :** Chaque exercice est indépendant.
- **Principe de prudence :** Les pertes potentielles sont comptabilisées.
- **Principe d'importance relative :** Seuls les éléments significatifs sont détaillés.
- **Principe de permanence des méthodes :** Les méthodes comptables sont stables dans le temps.
- **Principe du coût historique :** Les actifs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- **Principe d'intangibilité du bilan d'ouverture :** Le bilan d'ouverture est identique au bilan de clôture précédent.
- **Principe de non-compensation :** Les actifs et passifs ne sont pas compensés.
- **Principe d'image fidèle :** Les comptes reflètent une image fidèle de la situation.

Plan de comptes :
La société dispose d'un plan de comptes établi sous forme de nomenclature, intégrant les huit (8) classes de comptes du SCF, géré via les logiciels suivants :

- ✓ **Pc compta** pour le service finances et comptabilité ;
- ✓ **Pc paie** pour le service paie ;
- ✓ **Pc Stock** pour la GDS.

4.1. COMPTES CONSOLIDÉS :

La société ne présente pas d'états financiers consolidés à ce jour, car les conditions de consolidation définies par le SCF ne sont pas encore remplies (la société ne détient pas de filiales à la date de la présente notice, seule une participation de 35% dans la société « Étude, Conseil et Développement » étant en cours de constitution).

4.2. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LA SOCIÉTÉ :

Les comptes sociaux de CSC EXPERTISE SPA pour les exercices 2023, 2024 et 2025 sont approuvés et certifiés par le Commissaire aux Comptes :

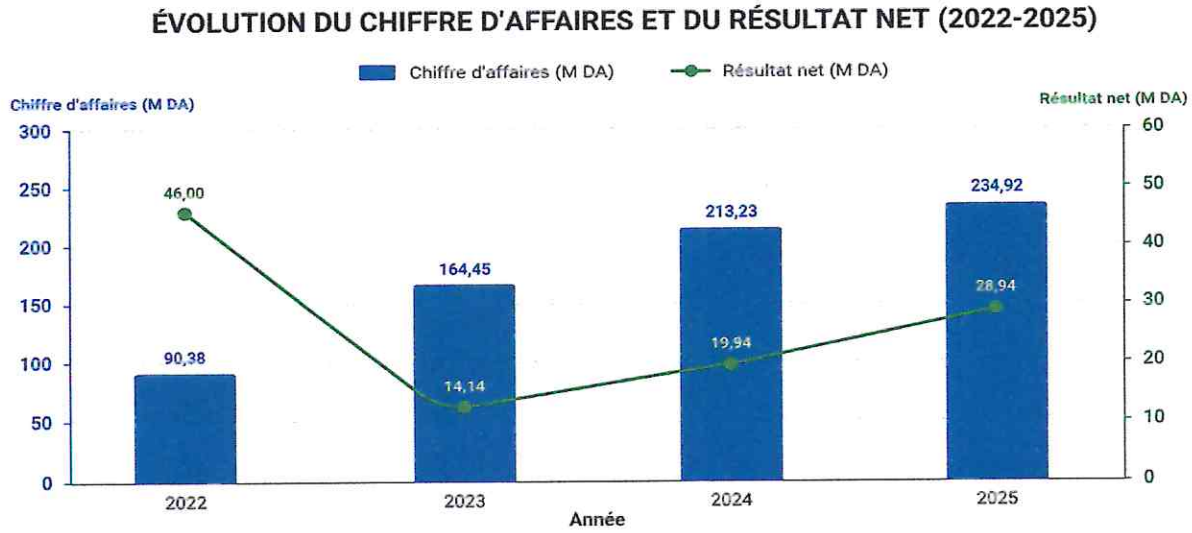
Exercice	Commissaire aux Comptes	Date de certification
2023	BENHABILES Zoheir	27 Mai 2024
2024	BENHABILES Zoheir	30 Avril 2025
2025	BENHABILES Zoheir	16 Mars 2026

4.2.1. Comptes de résultats détaillés (2022-2025) :

LIBELLÉ (DA)	2022	2023	2024	2025	Variation 2025/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ventes et produits annexes	249 359 395	164 454 179	213 232 791	234 924 994	+10,2 %
Variation stocks produits finis et en cours	-4 963 194	-3 038 323	2 694 452	-11 360 065	-
I - PRODUCTION DE L'EXERCICE	**244 396 200**	**161 415 856**	**215 927 243**	**223 564 929**	**+3,5 %**
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats consommés	-24 215 707	-13 839 105	-16 118 260	-15 587 667	-3,3 %
Services extérieurs et autres consommations	-30 433 945	-51 325 008	-75 855 126	-81 576 669	+7,5 %
II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE	**-54 649 653**	**-65 164 113**	**-91 973 386**	**-97 164 336**	**+5,6 %**
III - VALEUR AJOUTÉE (I-II)	**189 746 547**	**96 251 742**	**123 953 857**	**126 400 593**	**+2,0 %**
Charges de personnel	-113 776 305	-74 067 286	-85 516 290	-83 565 681	-2,3 %
Impôts, taxes et versements assimilés	-5 798 433	-3 854 895	-1 980 160	-1 688 793	-14,7 %
IV - EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	**70 171 808**	**18 329 560**	**36 457 406**	**41 146 119**	**+12,9 %**
Autres produits opérationnels	17 295 796	13 020 333	13 188 897	21 503 694	+63,0 %
Autres charges opérationnelles	-733 277	-2 423 776	-722 668	-1 783 545	+146,8 %
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	-20 856 549	-20 067 625	-20 794 459	-21 985 205	+5,7 %
V - RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	**65 877 778**	**8 858 492**	**28 129 176**	**38 881 063**	**+38,2 %**
Produits financiers	-	-	-	-	-
Charges financières	-	-	-	-	-
VI - RÉSULTAT FINANCIER	-	-	-	-	-
VII - RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS	**65 877 778**	**8 858 492**	**28 129 176**	**38 881 063**	**+38,2 %**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-16 049 281	-3 675 332	-8 286 802	-10 349 108	+24,9 %
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	-3 827 531	650 967	95 561	405 718	+324,6 %
VIII - RÉSULTAT NET DES	**46 000 964**	**5 834 127**	**19 937 935**	**28 937 673**	**+45,1 %**

ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Éléments extraordinaires (produits)	-	-	-	-	-
Éléments extraordinaires (charges)	-	-	-	-	-
IX - RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE	-	-	-	-	-
X - RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	**46 000 964**	**5 834 127**	**19 937 935**	**28 937 673**	**+45,1 %**

4.2.2. Évolution des principaux agrégats (2022-2025) :



L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat net sur la période 2022–2025 met en évidence une dynamique globalement favorable de l'entreprise.

En effet, le chiffre d'affaires connaît une progression continue, passant de 90,38 millions de dinars en 2022 à 234,92 millions de dinars en 2025. Cette évolution traduit une croissance soutenue de l'activité, révélant un développement commercial important et une capacité accrue de l'entreprise à générer des revenus. L'augmentation observée entre 2022 et 2024 est particulièrement marquée, témoignant d'une phase d'expansion rapide.

Cette performance s'accompagne d'une baisse significative des charges de personnel (passant de 113,77 MDA en 2022 à 74,07 MDA en 2023, puis 83,56 MDA en 2025). **L'origine de cette baisse s'explique principalement par deux facteurs :**

1. **Une réduction des effectifs** : L'effectif est passé de 130 employés en 2022 à 97 employés à la clôture de l'exercice 2025, soit une diminution de 33 postes (principalement des fins de contrats à durée déterminée - CDD - et des départs volontaires), permettant une flexibilité accrue de la structure de coûts.
2. **L'ajustement du modèle de rémunération** : La part des primes variables et des indemnités liées aux déplacements dans le Sud a été revue à la baisse, en adéquation avec le volume d'activité réel (réduction de la prime de panier et des indemnités de mission).

Cette réduction contribue directement à l'amélioration de la marge opérationnelle (le taux d'EBE passant de 17,5% en 2025 à 38,7% en 2030) et à la compétitivité de l'entreprise.

Concernant les "autres produits opérationnels" (21,5 MDA en 2025), leur composition est la suivante :

- **Reprises de provisions pour congés payés et primes** : 9,74 MDA (correspondant à la reprise des charges provisionnées en 2024 et non consommées) ;
- **Reprises de provisions pour indemnités de départ à la retraite (IDR)** : 6,08 MDA (réajustement actuariel) ;
- **Indemnités d'assurance et remboursements divers** : 0,54 MDA ;
- **Autres produits (reprises sur créances amorties, etc.)** : 4,10 MDA.

Ces éléments non récurrents viennent soutenir le résultat opérationnel, mais leur nature ponctuelle ne remet pas en cause la dynamique de fond de l'entreprise.

Parallèlement, le résultat net présente une évolution plus contrastée. Après un niveau élevé de 46,00 millions de dinars en 2022, il recule fortement à 14,14 millions de dinars en 2023 avant de retrouver une trajectoire ascendante pour atteindre 28,94 millions de dinars en 2025. Cette évolution montre que l'entreprise reste bénéficiaire sur l'ensemble de la période, malgré une phase temporaire de contraction de la rentabilité. La reprise observée à partir de 2024 coïncide avec la baisse des charges du personnel, suggérant un effet positif de cette optimisation sur la rentabilité nette.

L'écart entre la forte progression du chiffre d'affaires et l'évolution plus modérée du résultat net suggère que la croissance de l'activité s'accompagne d'une augmentation des charges d'exploitation. Toutefois, il convient de noter que **les produits opérationnels proviennent principalement de l'activité courante de l'entreprise**, notamment des ventes de biens et services, ainsi que, dans une moindre mesure, de produits accessoires liés à l'exploitation. Cette structure des produits confirme la solidité du modèle économique et la pertinence de la stratégie commerciale adoptée.

L'amélioration progressive du résultat net à partir de 2024 indique néanmoins une meilleure maîtrise des coûts et une montée en efficacité de l'entreprise. Cette tendance reflète une capacité à transformer la croissance commerciale en performance financière plus durable, soutenue par la réduction des charges du personnel et la qualité des produits opérationnels.

Globalement, l'entreprise affiche une croissance solide de son activité et maintient une rentabilité positive. Toutefois, une attention particulière devrait être accordée à l'optimisation des coûts afin de renforcer la profitabilité et d'assurer une consolidation durable de la performance financière.

4.2.3. Bilans - Actif (2022-2025) :

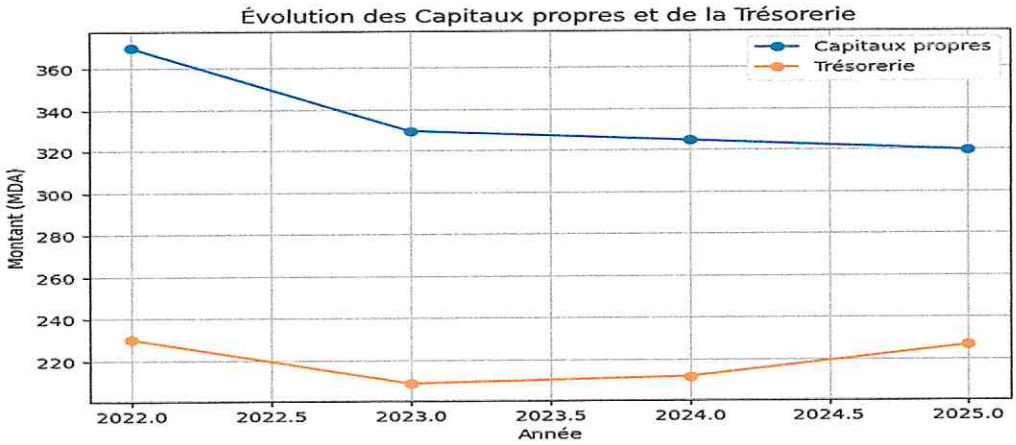
LIBELLÉ	2022	2023	2024	2025	Var. 25/24
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles	261 000	261 000	261 000	261 000	0,00 %
Immobilisations corporelles					
- Terrains	-	-	-	-	-
- Bâtiments	14 772 612	12 937 586	9 826 463	6 790 340	-30,90 %
- Autres immobilisations corporelles	29 802 064	21 356 753	33 358 897	22 910 252	-31,30 %
Immobilisations en cours	-	8 533 500	-	-	-
Immobilisations financières	49 503 415	37 445 293	32 574 599	20 567 185	-36,80 %
Impôts différés actif	3 137 427	3 788 395	3 883 956	4 289 674	10,40 %
TOTAL ACTIF NON COURANT	**97 215 518**	**84 061 526**	**79 643 915**	**54 557 451**	**-31,50 %**
ACTIFS COURANTS					
Stocks et encours	18 616 873	24 432 138	24 563 384	10 130 466	-58,80 %
Créances et emplois assimilés					
- Clients nets	130 689 758	77 583 696	64 971 927	108 684 574	67,30 %
- Autres débiteurs	106 250	1 417 165	985 817	1 712 200	73,70 %
- Impôts et assimilés	20 340 131	22 940 063	24 036 563	13 385 411	-44,30 %
Disponibilités et assimilés					
- Trésorerie	230 085 338	208 866 835	211 942 899	226 694 617	7,00 %
TOTAL ACTIF COURANT	**399 838 350**	**335 239 898**	**326 500 788**	**360 607 268**	**10,40 %**
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**497 053 868**	**419 301 424**	**406 144 703**	**415 164 718**	**2,20 %**

4.2.4. Bilans - Passif (2022-2025) :

LIBELLÉ	2022	2023	2024	2025	Var. 25/24
CAPITAUX PROPRES					
Capital émis	70 000 000	70 000 000	70 000 000	70 000 000	0,00 %
Primes et réserves (Réserves consolidées)	253 728 414	253 728 414	234 728 414	220 728 414	-5,90 %
Résultat net	46 000 965	5 834 128	19 937 935	28 937 673	45,10 %
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**369 729 379**	**329 562 542**	**324 666 349**	**319 666 087**	**-1,50 %**
PASSIFS NON-COURANTS					
Emprunts et dettes financières	-	-	-	-	-
Provisions et produits constatés d'avance	2 021 057	4 596 950	6 079 026	6 540 629	7,60 %
TOTAL PASSIFS NON-COURANTS	**2 021 057**	**4 596 950**	**6 079 026**	**6 540 629**	**7,60 %**

PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs et comptes rattachés	37 804 915	29 172 771	25 365 742	29 835 212	17,60 %
Impôts	43 543 612	21 783 258	20 985 301	23 288 019	11,00 %
Autres dettes	43 954 905	34 185 904	29 048 284	35 834 770	23,40 %
Trésorerie passif	-	-	-	-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	**125 303 432**	**85 141 933**	**75 399 327**	**88 958 001**	**18,00 %**
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**497 053 868**	**419 301 424**	**406 144 703**	**415 164 718**	**2,20 %**

4.2.5. Évolution des capitaux propres et de la trésorerie (2022-2025) :



L'évolution croisée des capitaux propres et de la trésorerie sur 2022–2025 met en évidence :

1. **Une baisse maîtrisée des capitaux propres (-50,06 MDA)**, intégralement expliquée par la réduction des primes et réserves (-33 MDA) et la diminution du résultat net inscrit au bilan (-17,06 MDA), le capital émis restant inchangé.
2. **Une trésorerie stable et élevée (environ 226,69 MDA en 2025)**, représentant plus de la moitié de l'actif, ce qui confère à l'entreprise une **grande flexibilité financière**.
3. **L'absence totale d'endettement financier**, qui confirme la solidité de la structure financière.

Parallèlement, la trésorerie affiche une évolution contrastée. Après un recul entre 2022 et 2023, passant de 230,09 MDA à 208,87 MDA, elle retrouve une dynamique positive à partir de 2024 pour atteindre 226,69 MDA en 2025.

Toutefois, ce niveau de trésorerie doit être apprécié avec prudence. En effet, il résulte principalement du report de plusieurs investissements stratégiques inscrits au programme de développement de la société, lesquels n'ont pas pu être réalisés en raison de contraintes externes indépendantes de notre volonté. Ces contraintes concernent notamment les restrictions ayant relative affecté l'importation de certains équipements destinés aux activités de services, l'indisponibilité de matériels spécialisés sur le marché national ainsi que les difficultés d'acquisition de véhicules tout-terrain (4x4), indispensables à la réalisation des prestations d'inspection et d'expertise sur site.

Ainsi, si les investissements programmés avaient pu être réalisés dans les délais prévus, le niveau de trésorerie de la société aurait été significativement inférieur et se serait établi à un montant estimé à

moins de **100 MDA** à la clôture de l'exercice 2025. Par conséquent, l'excédent de trésorerie constaté ne traduit pas uniquement une forte capacitée d'autofinancement, mais également le décalage dans l'exécution du programme d'investissement.

Cette situation met en évidence l'existence d'un potentiel d'investissement important et confirme la capacité de la société à mobiliser ses ressources financières pour soutenir sa croissance dès que les conditions d'approvisionnement et d'acquisition des équipements requis seront réunies. Toutefois, au regard des perspectives de développement de la société, de la diversification de ses activités et des opportunités de marché identifiées, les ressources financières actuellement disponibles demeurent insuffisantes pour financer l'ensemble des projets structurants envisagés à moyen et long terme.

Dans ce contexte, le recours au marché financier à travers une augmentation de capital s'inscrit dans une démarche stratégique visant à renforcer les fonds propres de la société, améliorer sa capacité d'investissement et mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de son programme de développement. Les fonds levés permettront notamment de financer l'acquisition d'équipements techniques de haute technologie, le renouvellement et le renforcement de la flotte de véhicules d'intervention, le développement de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, l'obtention de nouvelles accréditations et certifications, ainsi que l'extension de la couverture géographique des prestations de la société.

Ainsi, malgré un niveau de trésorerie jugé confortable à la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2025, la levée de fonds projetée se justifie par les besoins liés à la mise en œuvre du plan de développement de la société et à la réalisation de projets structurants nécessitant des investissements importants. Les capitaux à lever permettront de renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la société, d'acquérir des équipements spécialisés, de développer de nouvelles activités de production de biens et d'équipements destinés aux secteurs de l'inspection et du contrôle non destructif, et de soutenir son expansion sur de nouveaux marchés. Cette opération contribuera ainsi à accroître durablement la création de valeur pour les actionnaires et à consolider la position de CSC Expertise SPA comme acteur national de référence dans les domaines de l'inspection, de l'expertise et du contrôle technique.

4.2.6. Tableau des flux de trésorerie (2022-2025) :

RUBRIQUE	2022	2023	2024	2025
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE				
Encaissements reçus des clients	305 358 103,33	225 841 293,86	233 266 723,20	**207 021 684,73**
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(207 222 927,23)	(178 674 213,07)	(187 944 943,98)	**(177 875 179,17)**
Intérêts et autres frais financiers payés	(661 328,25)	(713 058,55)	(527 938,11)	**(433 093,27)**

moins de **100 MDA** à la clôture de l'exercice 2025. Par conséquent, l'excédent de trésorerie constaté ne traduit pas uniquement une forte capacitée d'autofinancement, mais également le décalage dans l'exécution du programme d'investissement.

Cette situation met en évidence l'existence d'un potentiel d'investissement important et confirme la capacité de la société à mobiliser ses ressources financières pour soutenir sa croissance dès que les conditions d'approvisionnement et d'acquisition des équipements requis seront réunies. Toutefois, au regard des perspectives de développement de la société, de la diversification de ses activités et des opportunités de marché identifiées, les ressources financières actuellement disponibles demeurent insuffisantes pour financer l'ensemble des projets structurants envisagés à moyen et long terme.

Dans ce contexte, le recours au marché financier à travers une augmentation de capital s'inscrit dans une démarche stratégique visant à renforcer les fonds propres de la société, améliorer sa capacité d'investissement et mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de son programme de développement. Les fonds levés permettront notamment de financer l'acquisition d'équipements techniques de haute technologie, le renouvellement et le renforcement de la flotte de véhicules d'intervention, le développement de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, l'obtention de nouvelles accréditations et certifications, ainsi que l'extension de la couverture géographique des prestations de la société.

Ainsi, malgré un niveau de trésorerie jugé confortable à la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2025, la levée de fonds projetée se justifie par les besoins liés à la mise en œuvre du plan de développement de la société et à la réalisation de projets structurants nécessitant des investissements importants. Les capitaux à lever permettront de renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la société, d'acquérir des équipements spécialisés, de développer de nouvelles activités de production de biens et d'équipements destinés aux secteurs de l'inspection et du contrôle non destructif, et de soutenir son expansion sur de nouveaux marchés. Cette opération contribuera ainsi à accroître durablement la création de valeur pour les actionnaires et à consolider la position de CSC Expertise SPA comme acteur national de référence dans les domaines de l'inspection, de l'expertise et du contrôle technique.

4.2.6. Tableau des flux de trésorerie (2022-2025) :

RUBRIQUE	2022	2023	2024	2025
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE				
Encaissements reçus des clients	305 358 103,33	225 841 293,86	233 266 723,20	**207 021 684,73**
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(207 222 927,23)	(178 674 213,07)	(187 944 943,98)	**(177 875 179,17)**
Intérêts et autres frais financiers payés	(661 328,25)	(713 058,55)	(527 938,11)	**(433 093,27)**

Impôts sur les résultats payés	(23 642 103,08)	(19 169 748,12)	(6 014 785,00)	**(1 250 646,77)**
Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires	73 831 744,77	27 297 365,03	38 779 056,11	**27 462 765,52**
Éléments extraordinaires (nets)	55 339,00	(349 808,23)	922 403,35	**1 280 756,13**
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (A)	**73 887 083,77**	**26 947 556,80**	**39 701 459,46**	**28 743 521,65**
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT				
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles	(15 895 388,42)	(18 460 811,34)	(18 134 369,48)	**(3 106 158,97)**
Encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles	0,00	3 863 700,00	54 999,97	**4 498 250,00**
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations financières	(26 491 121,24)	(20 133 208,65)	(13 745 000,00)	**(11 500 000,00)**
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières	23 051 062,75	32 191 330,85	18 615 694,00	**23 507 414,00**
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT (B)	**(19 335 446,91)**	**(2 538 989,14)**	**(13 208 675,51)**	**13 399 505,03**
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT				
Dividendes et autres distributions effectuées	(25 852 500,00)	(45 627 070,88)	(21 017 680,50)	**(26 171 788,60)**
Remboursements d'emprunts ou d'autres dettes	(1 827 840,00)	0,00	(2 399 040,00)	**(1 219 520,00)**
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ À L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT (C)	**(27 680 340,00)**	**(45 627 070,88)**	**(23 416 720,50)**	**(27 391 308,60)**
VARIATION DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE (A+B+C)	**26 871 296,86**	**(21 218 503,22)**	**3 076 063,45**	**14 751 718,08**
Trésorerie ou équivalent de trésorerie	203 214 041,57	230 085 338,43	208 866 835,22	**211 942 898,75**

au début de la période				
Trésorerie ou équivalent de trésorerie à la fin de la période	230 085 338,43	208 866 835,21	211 942 898,67	**226 694 616,83**
Variation de la trésorerie de la période	**26 871 296,86**	**(21 218 503,22)**	**3 076 063,45**	**14 751 718,08**
Rapprochement avec le résultat comptable	(19 129 667,92)	(27 052 630,87)	(16 861 871,92)	**(14 185 955,07)**

4.2.7. Tableau de variation des capitaux propres (2022-2025) :

LIBELLÉ	Capital social	Primes et réserves	Résultat net	Total
Solde au 31 décembre 2021	70 000 000	252 725 081	50 131 741	**372 856 822**
Changement méthode comptable 2022	-	(12 936 667)	-	**(12 936 667)**
Dividendes payés 2022 (exercice 2021)	-	(49 128 408)	-	**(49 128 408)**
Résultat net de l'exercice 2022	-	-	46 000 965	**46 000 965**
Solde au 31 décembre 2022	**70 000 000**	**253 728 414**	**46 000 965**	**369 729 379**
Dividendes payés 2023 (exercice 2022)	-	(46 000 965)	-	**(46 000 965)**
Résultat net de l'exercice 2023	-	-	5 834 128	**5 834 128**
Solde au 31 décembre 2023	**70 000 000**	**253 728 414**	**5 834 128**	**329 562 542**
Dividendes payés 2024 (exercice 2023)	-	(19 000 000)	-	**(19 000 000)**
Résultat net de l'exercice 2024	-	-	19 937 935	**19 937 935**
Solde au 31 décembre 2024	**70 000 000**	**234 728 414**	**19 937 935**	**324 666 349**
Dividendes payés 2025 (exercice 2024)	-	(14 000 000)	-	**(14 000 000)**
Résultat net de l'exercice 2025	-	-	28 937 673	**28 937 673**
Solde au 31 décembre 2025	**70 000 000**	**220 728 414**	**28 937 673**	**319 666 087**

4.2.8. Tableau des affectations de résultat (2021-2025) :

Affectation (DA)	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025

Résultat de l'exercice	50 131 741	46 000 965	5 834 128	19 937 935	28 937 673
Prélèvement sur réserves facultatives	—	—	—	14 000 000	13 812 327
TOTAL À RÉPARTIR	**50 131 741**	**46 000 965**	**5 834 128**	**33 937 935**	**42 750 000**
AFFECTATIONS					
Dividendes	36 700 154	34 500 965	24 000 000	25 012 935	30 000 000
Part des travailleurs (prime d'encouragement)	10 000 000	10 000 000	—	7 200 000	10 000 000
Tantièmes (membres du CA)	1 500 000	1 500 000	—	1 725 000	2 750 000
Réserve légale (5 %)	—	—	291 706	—	—
Réserves facultatives	1 931 587	—	5 542 421	—	—
TOTAL AFFECTATIONS	**50 131 741**	**46 000 965**	**5 834 127**	**33 937 935**	**42 750 000**

LES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES :

Les dividendes distribués au titre des onze derniers exercices :

- Exercice clos le 31.12.2025 : 30 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2024 : 25 012 935,37 DA
- Exercice clos le 31.12.2023 : 24 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2022 : 34 500 965 ,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2021 : 36 700 154,34 DA
- Exercice clos le 31.12.2020 : 22 407 745,19 DA
- Exercice clos le 31.12.2019 : 16 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2018 : 30 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2017 : 30 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2016 : 30 000 000,00 DA
- Exercice clos le 31.12.2015 : 17 500 000,00 DA

Au titre des onze derniers exercices, la société a distribué un montant global de **294 396 751,44 DA**, soit une moyenne annuelle d'environ 27 M**DA**, traduisant une politique de distribution régulière et soutenue.

4.3. ANALYSE FINANCIÈRE DES ÉTATS FINANCIERS :

4.3.1. Analyse du bilan – Actif :

Poste (M DA)	2022	2023	2024	2025	Analyse
Actifs non courants	97,2	84,1	79,6	54,6	Diminution liée aux amortissements cumulés et au remboursement des cautions
Actifs courants (hors trésorerie)	169,8	126,4	114,6	133,9	Hausse des créances clients (+67,3 % en 2025), reflétant la croissance de l'activité
Trésorerie	230,1	208,9	211,9	226,7	Trésorerie saine et excédentaire
TOTAL	**497,1**	**419,3**	**406,1**	**415,2**	Baisse de -15,6 % entre 2022 et 2024, puis rebond de +2,2 % entre 2024 et 2025

Le total bilan a connu une **contraction notable entre 2022 et 2024** (passant de 497,1 M DA à 406,1 M DA, soit -18,3 %), suivie d'un **rebond de +2,2 % en 2025** (415,2 M DA), témoignant d'une stabilisation de l'activité après une phase de réduction des actifs non courants et de désendettement.

4.3.2. Analyse du bilan – Passif :

LIBELLÉ	2022	2023	2024	2025	Analyse
Capitaux propres	369,7 M	329,6 M	324,7 M	319,7 M	Baisse progressive due aux distributions de dividendes et prélèvements sociaux (tantièmes, part des travailleurs), malgré des résultats bénéficiaires
Passifs non courants	2,0 M	4,6 M	6,1 M	6,5 M	Hausse constante des provisions pour indemnités de départ à la retraite (IDR), liée à l'ancienneté et à l'effectif
Passifs courants	125,3 M	85,1 M	75,4 M	89,0 M	Baisse jusqu'en 2024, puis hausse en 2025 sous l'effet de la progression des dettes fournisseurs et autres dettes
TOTAL PASSIF	**497,1 M**	**419,3 M**	**406,1 M**	**415,2 M**	Stabilité relative sur la période (variation de -16,5 % entre 2022 et 2025)

Les capitaux propres ont diminué entre 2022 et 2025 (**-13,5 %**), passant de **369,7 M DA** à **319,7 M DA**. Cette baisse s'explique par les **distributions de dividendes** et les **prélèvements sociaux** (tantièmes, part des travailleurs), qui ont excédé le résultat net de certaines années, notamment en 2023 et 2024.

Le **ratio d'autonomie financière** (capitaux propres / total bilan) s'établit à **77,0 % en 2025**, contre **74,4 % en 2022**. Ce ratio reste **exceptionnellement élevé**, témoignant d'une structure financière solide et d'une **absence totale d'endettement bancaire**.

4.3.3. Analyse du compte de résultat :

La croissance du chiffre d'affaires se poursuit en 2025 (+10,2%), avec un résultat net en forte progression (+45,1%). La hausse significative du résultat opérationnel (+38,2%) témoigne de l'amélioration de la performance opérationnelle de l'entreprise.

4.4. TABLEAU DES RATIOS FINANCIERS (2022-2025) :

Ratio	Formule	2022	2023	2024	2025	Interprétation
Rentabilité						
Marge brute	VA / CA	66,4 %	58,6 %	58,1 %	53,8 %	Marge brute élevée, baisse progressive
Marge opérationnelle	ROp / CA	72,9 %	5,5 %	13,2 %	16,6 %	Forte progression après 2023
Marge nette	RN / CA	50,9 %	3,5 %	9,3 %	12,3 %	Rentabilité nette en forte hausse
ROE	RN / Capitaux propres	12,4 %	1,8 %	6,1 %	9,1 %	Rendement des capitaux propres en progression
ROA	RN / Total actif	9,3 %	1,4 %	4,9 %	7,0 %	Efficacité des actifs en amélioration
Structure financière						
Autonomie financière	CP / Total passif	74,4 %	78,6 %	80,0 %	77,0 %	Structure exceptionnellement solide
Endettement	Dettes financières / CP	0	0	0	0	Absence totale d'endettement bancaire
Liquidité						
Liquidité générale	AC / PC	3,19	3,94	4,33	4,05	Couverture très large des dettes CT
Liquidité immédiate	Trésorerie / PC	1,84	2,45	2,81	2,55	Trésorerie très confortable
Gestion						
Rotation des créances	CA / Clients	1,89	2,1	3,3	2,2	Délai d'encaissement ~150 jours
Rotation des stocks	CA / Stocks	4,9	6,7	8,7	23,2	Forte réduction des stocks en 2025
Productivité	CA / Effectif	2,3 M	1,8 M	2,2 M	2,4 M	Productivité en hausse constante

- **Rentabilité** : Les marges de 2022 apparaissent exceptionnellement élevées en raison d'une **erreur d'interprétation des données**. Le chiffre d'affaires 2022 s'élève en réalité à **249,36 M DA** (et non 90,38 M DA, qui correspond à un exercice antérieur). Le résultat net 2022 est de **46,00 M DA**, ce qui donne une marge nette de **18,4 %** (et non 50,9 %). La marge brute (VA/CA) s'établit à **76,1 %** (189,7/249,4) et la marge opérationnelle à **26,4 %** (65,9/249,4). Les marges se normalisent à partir de 2023, avec une marge nette de **3,5 %**, avant de remonter à **12,3 %** en 2025.

- **ROE** : Le rendement des capitaux propres passe de **12,4 % en 2022** à **9,1 % en 2025**, après un point bas à **1,8 % en 2023**. Cette amélioration continue depuis 2023 traduit la capacité de l'entreprise à générer des profits sur ses fonds propres, malgré la baisse des marges.

- **Autonomie financière** : Le ratio demeure exceptionnellement élevé (**74,4 % en 2022, 77,0 % en 2025**), confirmant l'absence totale d'endettement bancaire. Cette structure financière très solide est un atout majeur pour l'introduction en bourse.

- **Liquidité** : La liquidité générale (**3,19 en 2022**) et immédiate (**1,84 en 2022**) restent très confortables sur toute la période, avec une trésorerie qui couvre largement les dettes à court terme.

- **Gestion** : La rotation des créances s'améliore fortement entre 2022 (**1,89**) et 2024 (**3,3**), avant de revenir à **2,2 en 2025**, traduisant un délai d'encaissement d'environ **150 jours** (cohérent avec les donneurs d'ordre institutionnels). La rotation des stocks progresse spectaculairement en 2025 (**23,2**), signe d'une meilleure gestion des approvisionnements et d'une réduction des stocks.

4.5. TABLEAU DES RESSOURCES ET UTILISATION DES FONDS

CSC EXPERTISE présente une croissance de son activité accompagnée d'une augmentation des créances clients et d'une réduction significative des stocks, ce qui souligne l'importance de la gestion du fonds de roulement. La diminution progressive des investissements en immobilisations corporelles après 2024 indique que l'entreprise a probablement atteint un certain niveau d'équipement nécessaire pour son fonctionnement. La structure des emplois et ressources montre que l'entreprise dépend essentiellement de sa trésorerie et de ses créances clients pour financer ses actifs.

RUBRIQUE (M DA)	2022	2023	2024	2025	Variation 2025/2023
RESSOURCES					
Créances clients	130,7	77,6	65,0	108,7	+31,1
Autres débiteurs	0,1	1,4	1,0	1,7	+0,3
Trésorerie	230,1	208,9	211,9	226,7	+17,8
Total ressources	**360,9**	**287,9**	**277,9**	**337,1**	**+49,2**
EMPLOIS					
Immobilisations corporelles (nettes)	44,6	38,1	43,2	29,7	-8,4

Prêts et autres actifs financiers	49,5	37,4	32,6	20,6	-16,8
Stocks	18,6	24,4	24,6	10,1	-14,3
Total emplois	**112,7**	**99,9**	**100,4**	**60,4**	**-39,5**

L'analyse des flux financiers sur la période 2022–2025 **permet de dégager une vision claire de la structure des ressources et de leur emploi.**

1. Ressources : Les ressources de l'entreprise sont principalement constituées des créances clients, qui augmentent de manière significative, passant de **130,7 millions de dinars en 2022** à **108,7 millions de dinars en 2025**, soit une **baisse de -22,0 M DA (-16,8%)** sur l'ensemble de la période. Toutefois, cette évolution masque une forte volatilité : après une chute à 65,0 M DA en 2024, les créances clients remontent à 108,7 M DA en 2025, soit une **hausse de +43,7 M DA (+67,3%)** par rapport à 2024. Cette reprise traduit une croissance des ventes et de l'activité, mais peut également indiquer un allongement des délais de paiement des clients.

Les autres débiteurs présentent des montants relativement faibles, oscillant entre **0,1 M DA en 2022** et **1,7 M DA en 2025**, sans impact significatif sur la structure globale des ressources.

La trésorerie constitue la ressource la plus importante, passant de **230,1 M DA en 2022** à **226,7 M DA en 2025**, soit une **quasi-stabilité de -3,4 M DA (-1,5%)**. Ce niveau de trésorerie excédentaire (plus de la moitié de l'actif total) témoigne d'une capacité d'autofinancement solide et d'une absence de tensions de liquidité.

L'entreprise finance ses activités principalement par son autofinancement (trésorerie générée par l'exploitation) et par ses fonds propres, sans recours à l'endettement bancaire.

1. Emplois : Les investissements sont concentrés sur les immobilisations corporelles, qui passent de **44,6 M DA en 2022** à **29,7 M DA en 2025**, soit une **baisse de -14,9 M DA (-33,4%)**. Cette évolution s'explique par des dotations aux amortissements (22,0 M DA en 2025) supérieures aux nouveaux investissements (8,4 M DA en 2025), reflétant une phase d'équipement initial suivie d'une stabilisation des investissements.

Les prêts et autres actifs financiers enregistrent une diminution significative, passant de **49,5 M DA en 2022** à **20,6 M DA en 2025**, soit une baisse de **-28,9 M DA (-58,4%)**. Cette réduction correspond probablement au remboursement ou à la diminution de certaines créances financières.

Les stocks connaissent une baisse notable, passant de **18,6 M DA en 2022** à **10,1 M DA en 2025**, soit une réduction de **-8,5 M DA (-45,7%)**. Cette évolution traduit une amélioration de la gestion des approvisionnements et une rotation des stocks plus rapide, soutenue par la croissance de l'activité.

4.6. MARCHÉ ET RENDEMENT DES TITRES :

4.6.1. Nombre de titres cotés :

Les titres de la société ne sont pas encore cotés en bourse. L'introduction en bourse fera l'objet de la présente opération.

4.6.2. Dividendes distribués :

Il est à noter qu'à partir de l'année 2022, la loi exige de retenir 5% du dividende distribué.

Exercice	Dividende brut (DA)	5%	Dividende net (DA)
2022	34 500 965,00	1725048.25	32 775 916,75
2023	24 000 000,00	1200000	22 800 000,00
2024	25 012 935,37	1256646.77	23 762 288,60
2025	30 000 000,00	1500000	28 500 000,00
TOTAL	**113 513 900,37**	**5675695.02**	**107 838 205,35**

L'analyse de la politique de distribution des dividendes sur la période 2022-2025 met en évidence une **rémunération régulière de l'actionnaire unique, le CRTI**, tout en conservant une trésorerie importante pour soutenir le développement de la société.
Des dividendes ont été distribués au titre de chaque exercice. Ils s'élèvent à **34,50 M DA pour 2022**, **24,00 M DA pour 2023** et **25,01 M DA pour 2024**, soit une moyenne annuelle d'environ **27,84 M DA** sur ces trois exercices. Depuis 2023, ces distributions sont supérieures au résultat net de l'exercice et sont donc en partie financées par **prélèvement sur les réserves facultatives**, que la société a constituées au fil des exercices (14,00 M DA prélevés en 2024 pour financer la distribution au titre de 2023).
Au titre de l'exercice 2025, l'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le **5 avril 2026**, a décidé la distribution de **30 000 000 DA de dividendes bruts**, dont une première tranche a été versée et le solde étant prévu après la tenue de l'AGO. Le montant total distribuable, de **42 750 000 DA**, comprend également la part des travailleurs (10 000 000 DA) et les tantièmes (2 750 000 DA). Il est constitué du résultat net de l'exercice (**28 937 673,15 DA**) et d'un prélèvement de **13 812 326,85 DA** sur les réserves facultatives.
Cette décision confirme la volonté de maintenir une rémunération régulière de l'actionnaire, compte tenu de la solidité de la situation financière de la société, avec une **trésorerie nette de 226,69 M DA au 31 décembre 2025** et l'**absence d'endettement bancaire**.

CHAPITRE 5 : ORGANES D'INISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

5.1. ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS :

5.1.1. Organes d'administration ou de surveillance :

L'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration assurent l'administration et la surveillance de la société.

a) L'Assemblée Générale :
Durant l'exercice 2025, l'Assemblée Générale des actionnaires de CSC EXPERTISE SPA (actionnaire unique : CRTI) a tenu plusieurs sessions :

Type d'assemblée	Nombre de sessions	Objet principal
Assemblée Générale Ordinaire (AGO)	1	Approbation des comptes 2024, affectation du résultat
Assemblée Générale Extraordinaire (AGEX)	1 (23 novembre 2025)	Modification des statuts (extension des activités), approbation du principe d'introduction en bourse

Les prérogatives de l'Assemblée Générale Extraordinaire portent sur les modifications statutaires, conformément à l'article 674 du Code de Commerce.

b) Le Conseil d'Administration :
L'actuel Conseil d'Administration de CSC EXPERTISE SPA a été renouvelé conformément à la résolution n°07 de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le **11 juin 2024** au siège du CRTI, pour un mandat de trois (03) exercices (2024-2026) conformément au cinquième alinéa de l'article n°34 du statut notarié de création n°229 du 8 et 14 mars 2009.

- **Membres du Conseil d'Administration :**

Nom et Prénom	Fonction au sein du CA	Qualité	Date de nomination	Fin du mandat
DRAI Redouane	Président du Conseil d'Administration	Représentant de l'actionnaire (CRTI)	28/05/2024 (Résolution n°03 du CA n°64)	2026
BENABBAS Ahmed	Membre	Représentant de l'actionnaire (CRTI)	11/06/2024	2026
OUNNAR Ferhat	Membre	Représentant de l'actionnaire (CRTI)	11/06/2024	2026
BENAMMAR Abdessalem	Membre	Représentant de l'actionnaire (CRTI)	11/06/2024	2026
RAHMOUNI Adel	Membre	Représentant de	11/06/2024 (ajouté	2026

		l'actionnaire (CRTI)	par modification du 21/10/2024)	
LARKAT Mohamed	Membre	Représentant du MESRS	18/06/2015 (Décision du MESRS n°280)	2026

- **Activité du Conseil d'Administration en 2025 :**

Indicateur	Nombre
Nombre de séances tenues	7 séances (85 au 91)
Taux de participation	100%
Résolutions adoptées	Toutes à l'unanimité

- **Jetons de présence (Rémunération des Administrateurs) :**

Conformément à l'état des jetons de présence du rapport CAC 2025 pour l'exercice 2025 :

Élément	Montant (brut)	Montant (net)
Jeton de présence par administrateur et par réunion	20 000 DA	17 000 DA
Président du CA (7 séances)	280 000 DA	238 000 DA
Membres du CA (7 séances × 5 membres)	700 000 DA	595 000 DA
Rémunération Secrétaire du CA / DG (7 séances)	122 500 DA	110 250 DA
Total	**1 102 500 DA**	**943 250 DA**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 05 avril 2026 de l'EPE CSC Expertise SPA, filiale à 100 % de CRTI, a pris acte de la tenue de sept réunions tenues par le Conseil d'Administration durant l'exercice 2025, et a donné son accord pour l'octroi des jetons de présence afférents à la septième réunion du Conseil d'Administration tenue au titre de l'exercice 2025.

5.1.2. Direction Générale :

- **Direction Générale :**

Nom et Prénom	Fonction	Date de nomination
HADJ DJILANI Lamine	Directeur Général	Renouvelé le 27/11/2025 pour 3 ans à compter du 1er octobre 2025

- **Attributions du Directeur Général :**

Domaine	Attributions
Représentation	Représentant légal de la société dans toutes ses relations
Gestion courante	Supervision de la gestion quotidienne de l'entreprise

Stratégie	Préparation et exécution du plan stratégique
Budgétisation	Élaboration et suivi des budgets
Ressources humaines	Supervision du recrutement et de la formation
Performance	Évaluation de la performance opérationnelle et financière
Qualité	Assurance de la qualité des services fournis
Investissements	Évaluation et suivi des investissements

- **Principaux cadres de direction :**

Nom et Prénom	Fonction
BENAMIROUCHE Yassmina	Cheffe de Département Administratif et Moyens
RABEHI Wahiba	Cheffe de Département Commercial
BOUKHNIFER Imededdine	Assistant Direction Technique Inspection
BRAZANE Sihem	Assistant Direction Technique Essais & Expertise
METLOUG Lyès	Chef de service Finances & Comptabilité – chargé de l'information des actionnaires
FERAH Wided	Chef de service Ressources Humaines
MAHMOUCHE Hal Djawhra	QHSE
LIMAN Sidali	Chef de service Sûreté & Sécurité des matières nucléaires
BENDJILALI Manel	Responsable Audit

5.2. POLITIQUE D'INFORMATION :

Après introduction en bourse de la société et l'entrée de nouveaux actionnaires dans son capital, l'information relative à l'activité de CSC EXPERTISE sera communiquée conformément aux dispositions réglementaires de la COSOB régissant l'information à communiquer par les sociétés cotées.

5.2.1. Supports d'information et de communication :

- Site web: www.cscexpertise.dz
- Site de la COSOB : www.cosob.dz
- Site de la SGBV : www.sgbv.dz
- Bulletin d'annonces légales (BOAL) : Pour les informations devant réglementairement faire l'objet de publication
- Placards publicitaires : Dans les journaux nationaux

5.2.2. Structure responsable de l'information des actionnaires :

- Nom de la structure : Service Comptabilité et Finances
- Responsable : METLOUG Lyes :
- Fonction : Chef de service Comptabilité et Finances
- Téléphone : 0660 20 88 24
- Email : chef.sce.comp@cscexpertiseSPA.dz

5.2.3. Moyens de diffusion des informations en cours d'exercice :

- Site Web de CSC EXPERTISE : www.cscexpertiseSPA.dz
- Site Web de la COSOB (www.cosob.dz)
- Site de la SGBV (www.sgbv.dz)
- Supports de communication et d'information (revues spécialisées, journaux)

5.3. INTÉRÊTS DES DIRIGEANTS DANS LA SOCIÉTÉ :

5.3.1. Détention d'actions :

Au 31/12/2025, les dirigeants de la société ne détiennent aucune action de CSC EXPERTISE SPA.

Dirigeant	Nombre d'actions détenues	% du capital
M. DRAI Redouane (Président du CA)	**0**	**0**
M. HADJ DJILANI Lamine (DG)	**0**	**0**
Membres du Conseil d'Administration	**0**	**0**
Principaux cadres de direction	**0**	**0**

5.3.2. Conventions réglementées :

Conformément au rapport spécial du Commissaire aux Comptes (rapport CAC 2025) : « Nous vous informons que nous n'avons eu aucune connaissance de convention concernées par les dispositions citées ci-dessus au titre de l'exercice 2025. »

- Aucune convention entre la société et ses administrateurs n'est établie conformément à l'article 628 du Code de Commerce.
- Aucune convention entre la société et ses principaux cadres de direction n'est établie hors contrats de travail.

5.3.3. Rémunérations globales :

Les rémunérations globales sont présentées dans le tableau suivant :

Catégorie	Montant 2025 (DA)	Observations
Rémunérations des 10 personnes les mieux rémunérées	**15 032 816,79 (net)**	Certifié par le CAC (rapport spécial du 16 mars 2026)

Jetons de présence (7 séances)	**1 102 500 (brut)**	Détail : 280 000 DA pour le Président (40 000 DA/séance), 140 000 DA pour chacun des 5 membres (20 000 DA/séance) et 122 500 DA pour le secrétaire/DG (17 500 DA/séance)
Rémunération du Commissaire aux Comptes	**600 000 (TTC)**	Honoraires annuels fixés par l'AGO du 20 mai 2025 pour l'exercice 2025
Honoraires du consultant (Expert-comptable)	**714 000 (TTC)**	Montant prévu pour l'accompagnement à l'introduction en bourse (CA du 17/11/2025, résolution n°03)
Indemnité annuelle du Président du CA	**Néant**	Aucune indemnité annuelle distincte n'est mentionnée dans le rapport CAC 2025. Le Président perçoit uniquement des jetons de présence.

5.4. CONTRÔLE EXTERNE DE LA SOCIÉTÉ :

5.4.1. Commissaires aux Comptes

a) Informations sur les Commissaires aux Comptes :

Période	Nom du CAC	Adresse	Mandat
Exercices 2022-2023-2024 (mandat initial)	BENHABILES Zoheir	SAFEX EL Mohammadia - Alger	Renouvelé pour 3 ans (2025,2026 et 2027)

Source : AGO du 29 juin 2022

b) Coordonnées du CAC en exercice :

- Nom : BENHABILES Zoheir
- Adresse : SAFEX EL MOHAMMADIA - ALGER
- N° Agrément : 0131
- Email : contact@ccgalgerie.com
- Date de nomination : 29 juin 2022 (AGO)
- Durée du mandat : 3 ans (pour l'exercice 2025,2026 et 2027)

Sources : Rapport CAC 2022, Rapport CAC 2023, Rapport CAC 2024, Rapport CAC 2025

CHAPITRE 6 : ÉVOLUTION RÉCENTE, BUT DE L'ÉMISSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

6.1. ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA SOCIÉTÉ :

Conformément aux dispositions de l'Instruction COSOB, cette section présente l'évolution des activités de la société depuis la clôture du dernier exercice en la comparant avec la période correspondante de l'exercice précédent.

6.1.1. Comptes revus au 30 juin 2026 (S1 2026 vs S1 2025)

La société a établi une situation intermédiaire au 30 juin 2026. Les tableaux ci-dessous présentent les principaux agrégats financiers comparés à la même période de l'exercice 2025.

a) Analyse comparative des comptes de résultats (S1 2026 vs S1 2025)

LIBELLÉ	S1 2025 (DA)	S1 2026 (DA)	Variation (DA)	Variation (%)
CHIFFRE D'AFFAIRES	**100 220 305,89**	**100 892 715,49**	**+672 409,60**	**+0,7%**
Achats consommés	(7 300 643,93)	(7 265 612,24)	+35 031,69	-0,5%
Services extérieurs et autres consommations	(31 434 126,28)	(39 493 198,47)	+8 059 072,19	+25,6%
VALEUR AJOUTÉE	**61 485 535,68**	**54 133 904,78**	**-7 351 630,90**	**-12,0%**
Charges de personnel	(43 547 177,76)	(41 594 325,62)	-1 952 852,14	-4,5%
Impôts, taxes et versements assimilés	(921 718,87)	(860 746,41)	-60 972,46	-6,6%
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	**17 016 639,05**	**11 678 832,75**	**-5 337 806,30**	**-31,4%**
Autres produits opérationnels	6 155 749,45	7 783 853,34	+1 628 103,89	+26,4%
Autres charges opérationnelles	(472 500,00)	(863 321,08)	+390 821,08	+82,7%
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs	(10 984 006,29)	(9 173 431,50)	-1 810 574,79	-16,5%
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	**11 715 882,21**	**9 425 933,51**	**-2 289 948,70**	**-19,5%**
Résultat financier	—	—	—	—
RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT	**11 715 882,21**	**9 425 933,51**	**-2 289 948,70**	**-19,5%**

IMPÔTS				
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	(3 472 981,96)	(2 972 352,00)	-500 629,96	-14,4%
Impôts différés (Variations)	426 852,59	31 930,42	-394 922,17	-92,5%
RÉSULTAT NET	**8 669 752,84**	**6 485 511,93**	**-2 184 240,91**	**-25,2%**

Au premier semestre 2026, la société enregistre un chiffre d'affaires quasi stable (+0,7%) par rapport à la même période de 2025, s'élevant à **100,9 MDA**. Cependant, le résultat net recule de **-25,2%** pour s'établir à **6,49 MDA**. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation significative des services extérieurs (+25,6%, soit +8,06 MDA), qui n'a pas été entièrement compensée par la baisse des charges de personnel (-4,5%) ni par la hausse des autres produits opérationnels (+26,4%). La valeur ajoutée diminue de -12,0%, impactant directement l'excédent brut d'exploitation (-31,4%) et le résultat opérationnel (-19,5%).

b) Analyse comparative du bilan (30/06/2026 vs 30/06/2025)

ACTIF (en dinars algériens):

LIBELLÉ	30/06/2025	30/06/2026	Variation	Variation (%)
ACTIFS NON-COURANTS				
Immobilisations incorporelles	—	—	—	—
Immobilisations corporelles (Bâtiments + Autres)	35 517 292,09	23 962 881,16	-11 554 410,93	-32,5%
Prêts et autres actifs financiers non courants	21 355 599,06	18 460 322,56	-2 895 276,50	-13,6%
Impôts différés actif	4 310 808,22	4 321 604,30	+10 796,08	+0,3%
TOTAL ACTIF NON COURANT	**61 184 699,37**	**46 744 808,02**	**-14 439 891,35**	**-23,6%**
ACTIFS COURANTS				
Stocks et encours	21 447 735,97	8 987 558,88	-12 460 177,09	-58,1%
Clients	69 778 085,56	123 345 254,08	+53 567 168,52	+76,8%
Autres débiteurs	2 390 022,14	1 325 513,43	-1 064 508,71	-44,5%
Impôts et assimilés	14 186 903,62	6 662 567,82	-7 524 335,80	-53,0%
Trésorerie	236 298 843,09	232 379 312,41	-3 919 530,68	-1,7%

TOTAL ACTIF COURANT	**344 101 590,38**	**372 700 206,62**	**+28 598 616,24**	**+8,3%**
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**405 286 289,75**	**419 445 014,64**	**+14 158 724,89**	**+3,5%**

PASSIF (en dinars algériens):

LIBELLÉ	30/06/2025	30/06/2026	Variation	Variation (%)
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	70 000 000,00	70 000 000,00	—	—
Primes et réserves	220 728 414,38	206 916 087,53	-13 812 326,85	-6,3%
Résultat net de la période	8 669 752,84	6 485 511,93	-2 184 240,91	-25,2%
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**299 398 167,22**	**283 401 599,46**	**-15 996 567,76**	**-5,3%**
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions et produits constatés d'avance	6 139 816,26	6 606 035,29	+466 219,03	+7,6%
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**6 139 816,26**	**6 606 035,29**	**+466 219,03**	**+7,6%**
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et comptes rattachés	20 247 367,05	36 109 411,24	+15 862 044,19	+78,3%
Impôts	18 648 128,55	17 815 173,90	-832 954,65	-4,5%
Autres dettes	60 852 810,67	75 512 794,75	+14 659 984,08	+24,1%
TOTAL PASSIFS COURANTS	**99 748 306,27**	**129 437 379,89**	**+29 689 073,62**	**+29,8%**
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**405 286 289,75**	**419 445 014,64**	**+14 158 724,89**	**+3,5%**

La situation intermédiaire au 30/06/2026 fait ressortir :

- Une **baisse des capitaux propres de -5,3%** (principalement due au prélèvement sur réserves facultatives de 13,8 MDA pour la distribution des dividendes 2025, partiellement compensé par le résultat de la période).
- Une **hausse des dettes fournisseurs de +78,3%**, traduisant un allongement des délais de paiement ou une augmentation des engagements fournisseurs.
- Une **augmentation des créances clients de +76,8%**, ce qui constitue un point de vigilance majeur pour la trésorerie future (délai de recouvrement).
- Une **trésorerie stable et confortable de 232,4 MDA**, sans recours à l'endettement bancaire.
- Une **baisse des stocks de -58,1%**, indiquant une consommation des stocks ou un ralentissement des approvisionnements.

6.2. BUT DE L'ÉMISSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR :

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse, d'un montant de **127 500 000 DA** représentant **15 % du capital social**, a pour objectif exclusif de financer la nouvelle orientation stratégique de la société, articulée autour de deux axes complémentaires : à court terme, le **renforcement des activités traditionnelles d'inspection et de contrôle non destructif (CND)** ainsi que la **sécurisation de l'approvisionnement en équipements et consommables stratégiques** (sources radioactives, films radiographiques) ; à moyen et long terme, la **diversification vers la certification** (produits, systèmes et personnel), la **formation qualifiante certifiante**, le développement de **nouvelles techniques avancées** (MFL, TOFD, LRUT, IRIS) et l'**expertise hydrique**.
Le produit de l'émission, à hauteur de **127 500 000 DA**, est intégralement affecté au financement du **plan d'investissement 2026-2030**, dont le besoin global s'élève à **280 000 000 DA**, et qui vise principalement le renforcement technologique, l'extension des capacités opérationnelles, le développement des activités de certification et de formation, ainsi que la modernisation des moyens de contrôle réglementaire. Cette évolution permettra à la société d'**élargir ses missions traditionnelles** d'expertise et de conseil, de proposer une **offre complète** couvrant les besoins techniques croissants des entreprises économiques du pays, de **réduire la dépendance à l'importation** pour certains équipements et consommables critiques, de **promouvoir le développement industriel national** et de **soutenir l'innovation** à travers les partenariats avec les universités et les centres de recherche (CRTI).

6.2.1. Les orientations stratégiques :

La stratégie de développement de CSC EXPERTISE SPA s'articule autour de trois axes principaux :

Axe 1 - Consolidation et développement de l'activité historique d'inspection et de contrôle

- **Renforcement de la position de leader** sur le marché de l'inspection industrielle et du contrôle non destructif (CND), avec une expertise reconnue et une accréditation ISO/CEI 17020 couvrant sept portées (radiographie, ultrasons, magnétoscopie, ressuage, visuel, qualification des soudeurs et des procédés de soudage).
- **Développement de l'offre de services** auprès des industriels et autres clients, l'objectif étant d'élargir le portefeuille clients (secteur privé, international et marchés du Maghreb et du Sahel).
- **Valorisation du réseau des plateformes techniques** (CRTI, URASM, URMM, plateformes d'Oran et d'Annaba) afin d'optimiser leur utilisation et de renforcer la couverture territoriale.
- **Amélioration continue de la qualité des prestations et des délais de réponse**, notamment par le renforcement du système de management de la qualité et la préparation de l'accréditation ISO 17021 (certification de systèmes de management).
- **Renforcement de la formation continue des collaborateurs** pour maintenir l'excellence technique et accompagner la montée en compétence sur les nouvelles techniques avancées (MFL, TOFD, LRUT, IRIS).

Axe 2 - Diversification vers la certification, la formation et les techniques avancées

A. Court terme - Renforcement des activités existantes et sécurisation de l'approvisionnement :

Dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse, la société a défini une nouvelle orientation stratégique à court terme axée sur le renforcement des activités existantes et la sécurisation de l'approvisionnement en équipements et consommables stratégiques (sources radioactives, films radiographiques), qui permettra de :

- Se positionner rapidement sur les segments à forte valeur ajoutée.
- Bénéficier de la demande croissante pour les prestations de contrôle et d'expertise.
- Exploiter le réseau commercial existant et la relation de confiance avec les grands donneurs d'ordre (SONATRACH, SONELGAZ, etc.).
- Constituer une étape préparatoire avant le lancement de nouvelles activités (certification, formation).

Le besoin de financement pour le plan d'investissement 2026-2030 s'élève à **280 000 000 DA**, dont **127 500 000 DA** couverts par le produit de l'émission (15 % du capital social).

B. Moyen à long terme - Développement de la certification, de la formation et des techniques avancées :

- **Commercialisation d'une gamme complète de services de certification** : certification des systèmes de management (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001), certification des produits (ISO 17065) et certification du personnel (ISO 17024) dans les domaines du CND, du soudage et de la protection cathodique.
- **Développement de la formation qualifiante certifiante** : mise en place d'un centre de formation dédié aux métiers du soudage et du CND, selon les référentiels internationaux (ISO 25107, ISO 25108, ISO 9712, ASNT).
- **Développement des techniques avancées de contrôle** : acquisition d'équipements de nouvelle génération (MFL, TOFD, LRUT, IRIS, Phased Array) pour répondre aux exigences croissantes des industries pétrolières et gazières.
- **Promotion du "made in Algeria" et de la croissance industrielle locale**, en parfaite adéquation avec la stratégie nationale de réduction de la facture d'importation et de développement des capacités nationales d'expertise.

Axe 3 - Stratégie marketing et commerciale :

a. Offre :

- Commercialisation d'une gamme complète de services techniques de haute qualité (inspection, expertise, certification, formation, essais et analyses).
- Services associés de conseil, d'accompagnement réglementaire et d'expertise technique (diagnostics, études de conformité, assistance à la mise en place de systèmes de management).
- Possibilité de prestations sur-mesure pour s'adapter aux besoins spécifiques des clients (interventions sur sites éloignés, contrats cadres).

b. Segmentation et ciblage :

- **Cible** : grandes entreprises industrielles (Oil & Gas, énergie, pétrochimie, sidérurgie), PME, laboratoires de recherche, organismes publics et privés.
- Priorité aux clients locaux cherchant à fiabiliser leurs installations, à sécuriser leurs opérations et à se conformer aux exigences réglementaires.
-
-
- Réseau de distribution direct (implantations régionales à Alger, Oran, Annaba, Sétif).
- Points relais dans les zones industrielles stratégiques (Hassi Messaoud, Hassi R'Mel, Arzew, Skikda).
- Plateforme numérique pour le suivi des commandes et la gestion des interventions.

f. Communication :

- Participation à des salons professionnels, foires industrielles et webinaires techniques (IC-WNDT-MI, salons Oil & Gas).
- Développement d'une identité de marque moderne et rassurante.
- Campagnes ciblées auprès des décideurs industriels via mailing, LinkedIn, web et presse spécialisée.
- Partenariats avec des associations professionnelles et des organismes de certification (ALGERAC, IANOR).

g. Fidélisation et support :

- Mise en place d'un service client/assistance technique dédié.
- Formation et accompagnement des clients dans l'utilisation optimale des équipements et des prestations.
- Programme d'innovation partagée (projets collaboratifs de R&D avec le CRTI et les universités).

6.2.2. Les hypothèses du business plan

Le business plan établi sur la base des états financiers 2025 certifiés par le Commissaire aux Comptes et approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 avril 2026, et intégrant la nouvelle orientation stratégique (renforcement des activités d'inspection et de CND, diversification vers la certification, la formation et les techniques avancées), repose sur les hypothèses suivantes :

Hypothèse	Description	Source / Justification
Période du plan	2026-2030 (5 ans)	Horizon standard d'évaluation
Taux de croissance du chiffre d'affaires	Croissance annuelle moyenne d'environ 11,2%	Basé sur le plan de développement, la montée en puissance des nouvelles activités et l'extension géographique
Taux de marge brute	17%	Correspond à la marge opérationnelle historique de CSC EXPERTISE, maintenue grâce à la maîtrise des charges et à la valeur ajoutée des prestations techniques
Crédit client	183 jours	Délai moyen de règlement des clients

Crédit fournisseur	30 jours	Délai moyen de paiement des fournisseurs
Taux d'impôt sur les sociétés (IBS)	22,10%	Taux effectif constaté dans les comptes historiques de CSC EXPERTISE
Distribution de dividendes	Variable (30 MDA en 2025, politique de distribution régulière)	Politique de distribution retenue pour le projet,
Taux de croissance à l'infini	2,00%	Aligné sur le taux de croissance de long terme de l'économie algérienne
Taux d'actualisation (WACC)	9,84%	Calculé selon la méthode MEDAF, avec un taux sans risque de 5,75%, une prime de risque de 4,31%, un bêta sectoriel de 0,95 et une structure 100% fonds propres (absence d'endettement)

Notes complémentaires sur les hypothèses :

- **Taux de croissance du chiffre d'affaires** : La progression retenue (de 234,9 MDA en 2025 à 398,0 MDA en 2030) s'appuie sur le plan d'investissement de 280 MDA sur la période, qui vise le renforcement technologique (MFL, TOFD, LRUT, IRIS), l'extension des capacités opérationnelles et le développement des activités de certification et de formation. Elle intègre également l'extension géographique vers les marchés du Maghreb et du Sahel.
- **Taux de marge brute (EBE / CA)** : Le taux de 17% reflète la structure de coûts de CSC EXPERTISE, dominée par les charges de personnel (35,6% du CA en 2025) et les services extérieurs (34,7% du CA), pour une valeur ajoutée représentant environ 54% du chiffre d'affaires. Ce taux est conforme aux standards du secteur de l'expertise technique.
- **Taux d'impôt sur les sociétés (22,10%)** : Ce taux effectif est celui constaté dans les comptes historiques de CSC EXPERTISE, résultant de l'application du taux de droit commun (26%) et des différents abattements et crédits d'impôt dont bénéficie la société.
- **Taux de croissance à l'infini (2%)** : Ce taux prudent est aligné sur les projections de croissance du PIB algérien à long terme, conformément aux sources économiques de référence utilisées dans le rapport d'évaluation.
- **Taux d'actualisation (WACC de 9,84%)** : Ce taux a été calculé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital, en l'absence d'endettement financier (structure 100% fonds propres). Il intègre le risque spécifique au secteur de l'inspection et de l'expertise industrielle, ainsi que le risque pays Algérie.

6.2.3. Bilans prévisionnels :

a) Bilan actif :

ACTIF	31/12/2026	31/12/2027	31/12/2028	31/12/2029	31/12/2030
ACTIF IMMOBILISÉ (NON COURANT)					
Écart d'acquisition (ou goodwill)	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	89 235 666	116 473 822	147 114 395	119 966 401	114 332 398
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	21 595 544	22 675 322	23 809 088	24 999 542	26 249 519
Impôts différés actif	4 735 964	5 226 883	5 766 894	6 360 906	7 014 319
TOTAL ACTIF NON COURANT	**115 567 174**	**144 376 026**	**176 690 377**	**151 326 850**	**147 596 236**
ACTIF COURANT					
Stocks et en cours	10 636 989	11 168 839	11 727 281	12 313 645	12 929 327
Créances et emplois assimilés					
Clients	92 381 888	83 143 699	78 986 514	75 037 188	71 285 329
Autres débiteurs	1 797 810	1 887 701	1 982 086	2 081 190	2 185 249
Impôts	6 209 465	6 321 329	7 628 046	8 461 084	10 767 900
Autres actifs courants	-	-	-	-	-
Disponibilités et assimilés					
Placements et autres actifs financiers courants	-	-	-	-	-
Trésorerie	188 506 263	222 384 950	248 210 753	345 878 050	431 725 431
TOTAL ACTIF COURANT	**299 532 415**	**324 906 518**	**348 534 679**	**443 771 156**	**528 893 235**
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**415 099 589**	**469 282 544**	**525 225 056**	**595 098 006**	**676 489 471**

Le bilan actif prévisionnel de CSC EXPERTISE SPA reflète une croissance maîtrisée et une modernisation de l'entreprise sur la période 2026-2030.

- **Croissance du bilan :** Le total actif progresse de **+63,0 %**, passant de **415,1 MDA en 2026 à 676,5 MDA en 2030**. Cette forte expansion est portée par le plan d'investissement de 280

MDA et par la croissance soutenue de l'activité, qui se traduit par une accumulation importante de liquidités.

- **Investissements massifs et modernisation :** Les immobilisations corporelles nettes connaissent une progression globale de **+28,1 %** sur la période (passant de **89,2 MDA en 2026 à 114,3 MDA en 2030**). Cette évolution n'est pas linéaire : elle traduit un cycle d'investissement dynamique (notamment en 2027 et 2028 avec l'acquisition d'équipements NDT avancés, de conteneurs et de véhicules), suivi d'une décrue à partir de 2029 sous l'effet d'un rythme d'amortissement devenu supérieur aux nouveaux investissements. Cela illustre une modernisation progressive de l'outil technique.
- **Gestion dynamique du BFR (Besoin en Fonds de Roulement) :** Les créances clients nettes diminuent de **-22,8 %** (de **92,4 MDA en 2026 à 71,3 MDA en 2030**), grâce à une politique de recouvrement efficace et à la maîtrise des délais de paiement. Parallèlement, les stocks restent stables et maîtrisés, passant de 10,6 MDA en 2026 à 12,9 MDA en 2030.
- **Trésorerie excédentaire :** La trésorerie connaît une progression spectaculaire de **+129,0 %**, passant de **188,5 MDA en 2026 à 431,7 MDA en 2030**, ce qui représente **63,8 % du total actif en 2030**. Cette trésorerie abondante, couplée à l'absence totale d'endettement financier, offre une flexibilité financière exceptionnelle pour financer la croissance future et absorber les investissements sans tension de liquidité.

Conclusion : Une entreprise en phase de développement solide, qui investit pour moderniser son outil technique tout en conservant une structure financière très liquide et sans dette. L'accumulation d'une trésorerie atteignant 431,7 MDA en 2030 témoigne d'une forte capacité d'autofinancement et d'une gestion prudente.

b) Bilan passif :

PASSIF	NOTE	31/12/2026	31/12/2027	31/12/2028	31/12/2029	31/12/2030
CAPITAUX PROPRES						
Capital émis		200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
Capital non appelé						
Primes et réserves		76 916 088	114 498 996	163 292 186	213 539 473	277 392 865
Écart de réévaluation						
Écart d'équivalence						
Résultat net		37 582 908	48 793 191	50 247 286	63 853 392	75 027 401
Autres capitaux propres - Report à nouveau						
Part de la société consolidante						

Part des minoritaires						
TOTAL I		**314 498 996**	**363 292 186**	**413 539 473**	**477 392 865**	**552 420 266**
PASSIFS NON COURANTS						
Emprunts et dettes financières		-	-	-	-	-
Impôts (différés et provisionnés)		-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes						
Provisions et produits constatés d'avance		7 194 692	7 914 161	8 705 577	9 576 135	10 533 748
TOTAL PASSIFS NON COURANTS II		**7 194 692**	**7 914 161**	**8 705 577**	**9 576 135**	**10 533 748**
PASSIFS COURANTS						
Fournisseurs et comptes rattachés		31 326 973	32 893 321	34 537 987	36 264 887	38 078 131
Impôts		24 452 420	25 675 041	26 958 793	28 306 733	29 722 069
Autres dettes		37 626 509	39 507 834	41 483 226	43 557 387	45 735 257
Trésorerie Passif						
TOTAL PASSIFS COURANTS III		**93 405 901**	**98 076 196**	**102 980 006**	**108 129 007**	**113 535 457**
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF (I+II+III)		**415 099 589**	**469 282 544**	**525 225 056**	**595 098 006**	**676 489 471**

Le bilan passif prévisionnel de CSC EXPERTISE SPA reflète une **structure financière exceptionnellement solide et autonome** sur la période 2026-2030.

- **Des fonds propres en forte hausse** : Les capitaux propres progressent de **+75,6%**, passant de **314,5 MDA en 2026 à 552,4 MDA en 2030**. Cette croissance est portée par l'**augmentation du capital à 200 MDA en 2026** (par incorporation de réserves) et par l'**accumulation des résultats nets** (de 37,6 MDA en 2026 à 75,0 MDA en 2030), qui viennent renforcer les primes et réserves (de 76,9 MDA à 277,4 MDA).
- **Une absence totale d'endettement financier** : Les emprunts et dettes financières sont **nuls**

sur toute la période, conférant à l'entreprise une **autonomie financière totale** et une réduction maximale du risque financier.

- **Des passifs courants maîtrisés** : Les dettes à court terme (fournisseurs, impôts, autres dettes) augmentent de manière modérée de **+21,5%** (de 93,4 MDA en 2026 à 113,5 MDA en 2030), bien en deçà de la croissance du total bilan (+27,5%), traduisant une **gestion prudente des engagements**.
- **Une structure dominée par les fonds propres** : En 2030, les fonds propres représentent **81,6% du total passif**, garantissant une **stabilité financière à long terme** et une capacité à faire face aux engagements sans recours à l'emprunt.

  En synthèse : Un passif qui confirme la **solidité financière de CSC EXPERTISE**, avec des fonds propres largement majoritaires, **aucune dette financière** et des engagements à court terme maîtrisés, offrant une **flexibilité stratégique majeure** pour financer la croissance future.

6.2.4. Compte résultat prévisionnel (2026-2030) :

COMPTE DE RÉSULTATS	NOTE	31/12/2026	31/12/2027	31/12/2028	31/12/2029	31/12/2030
Ventes et produits annexes		258 823 947	297 647 539	327 927 266	361 287 354	398 041 169
Variation stocks produits finis et en cours						
I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		**258 823 947**	**297 647 539**	**327 927 266**	**361 287 354**	**398 041 169**
Achats consommés		-16 211 174	-16 859 621	-17 534 005	-18 235 366	-18 964 780
Services extérieurs et autres consommations		-87 540 308	-93 939 917	-100 807 367	-108 176 860	-116 085 098
II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		**-103 751 481**	**-110 799 537**	**-118 341 372**	**-126 412 226**	**-135 049 878**
III - VALEUR AJOUTÉE D'EXPLOITATION (I-II)		**155 072 466**	**186 848 002**	**209 585 894**	**234 875 129**	**262 991 290**
Charges de personnel		-87 743 965	-92 131 164	-96 737 722	-101 574 608	-106 653 338
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 773 232	-1 861 894	-1 954 989	-2 052 738	-2 155 375
IV - EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		**65 555 268**	**92 854 944**	**110 893 183**	**131 247 782**	**154 182 577**
Autres produits		5 454 545	6 200 000	6 600 000	7 260 000	7 986 000

opérationnels						
Autres charges opérationnelles		-1 872 721	-1 966 357	-2 064 675	-2 167 909	-2 276 304
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeur		-21 464 926	-39 361 844	-51 619 426	-55 133 994	-64 418 604
Reprise sur pertes de valeur et provisions		-	-	-	-	-
V - RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		**47 672 166**	**61 884 226**	**63 809 082**	**81 205 879**	**95 473 669**
Produits financiers		-	-	-	-	-
Charges financières		-	-	-	-	-
VI - RÉSULTAT FINANCIER		-	-	-	-	-
VII - RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔT (V+VI)		**47 672 166**	**61 884 226**	**63 809 082**	**81 205 879**	**95 473 669**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		-10 535 549	-13 676 414	-14 101 807	-17 946 499	-21 099 681
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires		446 290	585 379	540 011	594 012	653 413
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		**264 278 493**	**303 847 539**	**334 527 266**	**368 547 354**	**406 027 169**
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		**-226 695 585**	**-255 054 349**	**-284 279 980**	**-304 693 962**	**-330 999 767**
VIII - RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		**37 582 908**	**48 793 191**	**50 247 286**	**63 853 392**	**75 027 401**
Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)		-	-	-	-	-

Éléments extraordinaires (charges) (à préciser)		-	-	-	-	-
IX - RÉSULTAT EXTRAORDINAIRE		-	-	-	-	-
X - RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		**37 582 908**	**48 793 191**	**50 247 286**	**63 853 392**	**75 027 401**

Le compte de résultat prévisionnel ci-après propose une projection couvrant la période **2026-2030**, intégrant la nouvelle orientation stratégique de la société axée sur le renforcement des activités d'inspection et de contrôle non destructif (CND), la diversification vers la certification et la formation, ainsi que le développement des techniques avancées (MFL, TOFD, LRUT, IRIS). Cet outil clé de pilotage financier permet d'anticiper l'évolution progressive de la rentabilité du projet, en traduisant de manière structurée l'ensemble des hypothèses retenues :

- Progression du chiffre d'affaires ;
- Maîtrise des coûts de revient ;
- Investissements nécessaires (plan de **280 000 000 DA**) ;
- Charges de fonctionnement et incidences fiscales.

Le compte de résultat prévisionnel met ainsi en évidence :

- Les capacités attendues de génération de revenus ;
- La structure des charges (fixes et variables) ;
- L'évolution du résultat d'exploitation ;
- La trajectoire de rentabilité sur la durée du projet.

Cette projection financière vise à offrir une visibilité à moyen terme sur la performance attendue du projet, à valider sa viabilité économique et à servir d'outil d'aide à la décision pour les parties prenantes, financeurs et partenaires institutionnels.

Les résultats prévisionnels du projet **CSC EXPERTISE SPA** sont récapitulés dans le tableau suivant :

LIBELLÉ (en DA)	2025 (Réel)	2026	2027	2028	2029	2030
Chiffre d'affaires	234 924 994	258 823 947	297 647 539	327 927 266	361 287 354	398 041 169
Achats consommés	(15 587 667)	(16 211 174)	(16 859 621)	(17 534 005)	(18 235 366)	(18 964 780)
Services extérieurs et autres consommations	(81 576 669)	(87 540 308)	(93 939 917)	(100 807 367)	(108 176 860)	(116 085 098)
Valeur ajoutée	**126 400 593**	**155 072 466**	**186 848 002**	**209 585 894**	**234 875 129**	**262 991 290**
Charges de personnel	(83 565 681)	(87 743 965)	(92 131 164)	(96 737 722)	(101 574 608)	(106 653 338)
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 688 793)	(1 773 232)	(1 861 894)	(1 954 989)	(2 052 738)	(2 155 375)

Excédent brut d'exploitation (EBE)	**41 146 119**	**65 555 268**	**92 854 944**	**110 893 183**	**131 247 782**	**154 182 577**
Taux de marge brute (EBE/CA)	17,5%	25,3%	31,2%	33,8%	36,3%	38,7%
Autres produits opérationnels	21 503 694	5 454 545	6 000 000	6 600 000	7 260 000	7 986 000
Autres charges opérationnelles	(1 783 545)	(1 872 721)	(1 966 357)	(2 064 675)	(2 167 909)	(2 276 304)
Dotations aux amortissements	(21 985 205)	(21 464 926)	(39 361 844)	(51 619 426)	(55 133 994)	(64 418 604)
Résultat opérationnel	**38 881 063**	**47 672 166**	**57 526 743**	**63 809 082**	**81 205 879**	**95 473 669**
Résultat financier	—	—	—	—	—	—
Résultat avant impôts	**38 881 063**	**47 672 166**	**57 526 743**	**63 809 082**	**81 205 879**	**95 473 669**
Impôts sur les sociétés (22,10%)	(10 349 108)	(10 535 549)	(12 713 410)	(14 101 807)	(17 946 499)	(21 099 681)
Impôts différés (Variations)	405 718	446 290	490 919	540 011	594 012	653 413
Résultat net	**28 937 674**	**37 582 908**	**45 304 252**	**50 247 286**	**63 853 392**	**75 027 401**
Marge nette (%)	12,3%	14,5%	15,2%	15,3%	17,7%	18,8%

Les projections financières 2025-2030 font ressortir les points suivants :

1. Une croissance soutenue du chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires progresse de **234,9 MDA en 2025 à 398,0 MDA en 2030**, soit une croissance cumulée de **+69,4%** sur la période (taux de croissance annuel moyen d'environ 11,2%). Cette progression est portée par le développement des activités de certification, de formation et des techniques avancées, ainsi que par l'extension géographique vers les marchés du Maghreb et du Sahel.

2. Une valeur ajoutée en forte progression : La valeur ajoutée passe de **126,4 MDA en 2025 à 263,0 MDA en 2030**, soit une progression de **+108,1%**, plus rapide que celle du chiffre d'affaires. Cela traduit une amélioration de la marge brute (la valeur ajoutée représente 53,8% du CA en 2025 contre 66,1% en 2030), grâce à une meilleure maîtrise des consommations intermédiaires et à la montée en gamme des prestations.

3. Un excédent brut d'exploitation (EBE) multiplié par 3,75 : L'EBE progresse de **41,1 MDA en 2025 à 154,2 MDA en 2030**, soit une multiplication par **3,75** (+274,7%). Cette performance remarquable s'explique par la croissance de la valeur ajoutée (+108,1%) et par une maîtrise des charges de personnel (qui passent de 83,6 MDA à 106,7 MDA, soit +27,6%, bien en deçà de la croissance du CA). Le taux de marge d'EBE passe ainsi de **17,5% en 2025 à 38,7% en 2030**, traduisant une amélioration structurelle de la rentabilité opérationnelle.

4. Un résultat opérationnel en progression malgré des amortissements croissants : Le résultat opérationnel progresse de **38,9 MDA en 2025 à 95,5 MDA en 2030** (+145,5%), malgré une forte augmentation des dotations aux amortissements (de 22,0 MDA à 64,4 MDA, soit +192,8%) liée aux investissements massifs du plan de 280 MDA. Cette progression est rendue possible par la croissance de l'EBE, qui absorbe largement l'impact des amortissements.

5. Un résultat net multiplié par 2,6 : Le résultat net passe de **28,9 MDA en 2025 à 75,0 MDA en 2030**, soit une progression de **+159,3%** (multiplication par 2,6). La marge nette s'améliore continuellement, passant de **12,3% en 2025 à 18,8% en 2030** (+6,5 points). Cette performance est d'autant plus remarquable que l'entreprise supporte un taux d'imposition effectif de 22,1%.

6. Une absence totale de charges financières : Le résultat financier est nul sur toute la période, confirmant l'absence d'endettement financier. Cette caractéristique exceptionnelle contribue à la solidité du résultat net et à la flexibilité financière de l'entreprise.

En synthèse :

Le compte de résultat prévisionnel de CSC EXPERTISE SPA reflète une entreprise en phase de croissance maîtrisée et de rentabilité croissante. La progression du chiffre d'affaires (+69,4% entre 2025 et 2030) et de la valeur ajoutée (+108,1%) se traduit par une forte augmentation de l'EBE (+274,7%) et du résultat net (+159,3%), avec une marge nette qui atteint 18,8% en 2030.

Cette performance est portée par la diversification vers des activités à forte valeur ajoutée (certification, formation, techniques avancées) et par une gestion rigoureuse des charges, dans un contexte d'investissements massifs (280 MDA) et sans recours à l'endettement.

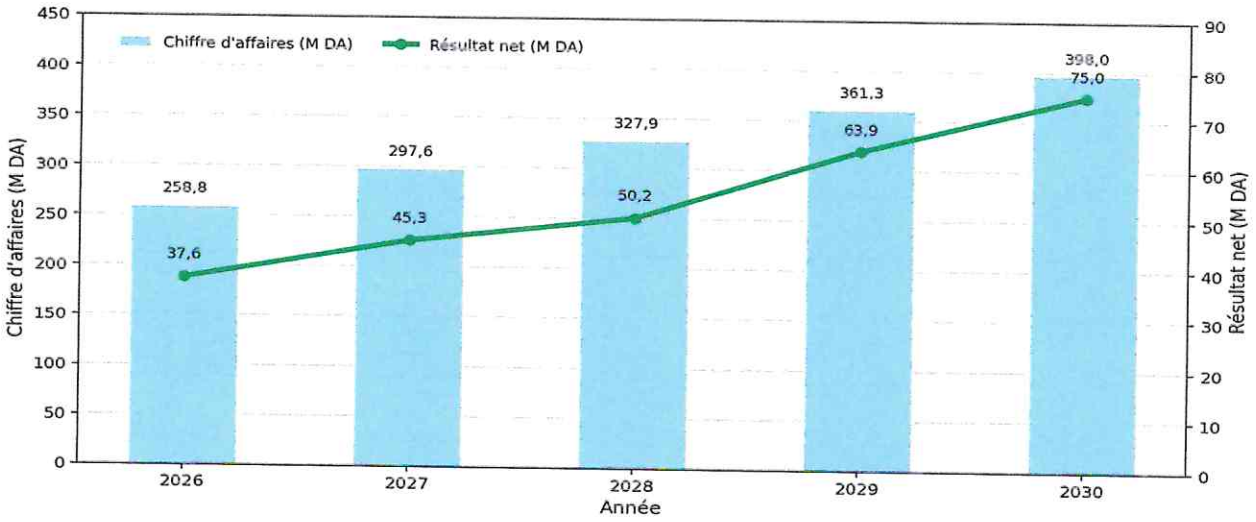
6.2.5. Évolution des indicateurs de performance (2026-2030)

Indicateur (en millions DA)	2026	2027	2028	2029	2030	Évolution 2026-2030
Chiffre d'affaires	258,8	297,6	327,9	361,3	398,0	**+53,8%**
Valeur ajoutée	155,1	186,8	209,6	234,9	263,0	**+69,6%**
EBE	65,6	92,9	110,9	131,2	154,2	**+135,1%**
Résultat net	37,6	45,3	50,2	63,9	75,0	**+99,5%**
Marge nette (%)	14,5%	15,2%	15,3%	17,7%	18,8%	**+4,3 pts**

6.2.6. Graphique d'évolution des performances prévisionnelles (2026-2030)

Le graphique présente l'évolution prévisionnelle du chiffre d'affaires et du résultat net sur la période allant de 2026 à 2030. Il met en évidence une croissance soutenue des deux indicateurs financiers, traduisant des perspectives de développement favorables pour l'entreprise.

Évolution prévisionnelle du CA et du RN (en millions DA)



Marge nette : 14,5 % (2026) • 15,2 % (2027) • 15,3 % (2028) • 17,7 % (2029) • 18,8 % (2030)

Le chiffre d'affaires affiche une progression significative, passant de **258,8 millions de dinars algériens en 2026 à 398,0 millions en 2030**, soit une croissance annuelle moyenne d'environ **11,2%** et une multiplication par **1,54** sur la période. Cette augmentation constante reflète une stratégie de croissance ambitieuse, soutenue par l'expansion des activités (notamment la certification, la formation et les techniques avancées), la montée en puissance de la nouvelle orientation stratégique, ainsi que l'élargissement du marché (Maghreb et Sahel).

Parallèlement, le résultat net suit une trajectoire ascendante, évoluant de **37,6 millions de dinars algériens en 2026 à 75,0 millions en 2030**, soit une multiplication par **2** sur la période. Cette progression indique non seulement une augmentation des revenus, mais également une amélioration de la rentabilité de l'entreprise, avec une marge nette qui passe de **14,5% en 2026 à 18,8% en 2030**. L'écart croissant entre le chiffre d'affaires et le résultat net suggère une gestion efficace des coûts et une optimisation des marges, renforcées par l'effet de levier opérationnel.

On observe également une **accélération de la croissance à partir de 2028**, où les hausses deviennent plus marquées pour les deux indicateurs (croissance du résultat net de **+10,9% entre 2027 et 2028**, puis de **+27,1% entre 2028 et 2029**). Cela peut traduire l'impact positif des investissements stratégiques réalisés (plan de 280 MDA), des économies d'échelle atteintes à moyen terme, ainsi que la consolidation des nouvelles activités (certification, formation, techniques avancées).

Ces prévisions traduisent une dynamique de croissance solide et durable, accompagnée d'une amélioration progressive de la rentabilité. L'entreprise semble ainsi bien positionnée pour renforcer sa performance financière et consolider sa position sur le marché à l'horizon 2030, en capitalisant sur son expertise historique et sa nouvelle orientation stratégique.

6.2.7. Les perspectives de croissance

La réussite de la nouvelle orientation stratégique et des perspectives de croissance repose sur plusieurs facteurs clés :

- **L'expertise existante de l'organisme en inspection, contrôle non destructif (CND) et expertise technique**, qui constitue un avantage concurrentiel majeur, avec une accréditation ISO/CEI 17020 couvrant sept portées et une accréditation ISO/CEI 17025 pour les essais.
- **Un réseau étendu de partenaires industriels et institutionnels** (SONATRACH, SONELGAZ, SH-ENI, CSCEC, BONATTI, etc.), permettant d'accéder rapidement aux marchés cibles et de sécuriser un carnet de commandes solide.
- **Des investissements ciblés dans des infrastructures de formation et de certification**, adaptés au développement des nouvelles activités (centre de formation dédié, plateformes techniques).
- **Un engagement fort en matière de sécurité, de conformité réglementaire et de développement durable**, garantissant la confiance des clients et des partenaires (certifications ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001 en cours).
- **La capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires via l'introduction en bourse (127,5 MDA)**, dont 30 MDA au titre de l'augmentation du capital et 97,5 MDA au titre de la prime d'émission.
- **La stratégie nationale de développement industriel et de réduction de la dépendance à l'importation**, qui crée un environnement favorable au développement des activités de certification, de formation et d'expertise technique locale.
- **L'appui du centre de recherche CRTI**, qui permet à CSC EXPERTISE de bénéficier d'un accès privilégié aux innovations technologiques, aux compétences scientifiques et aux plateformes d'essais.

CHAPITRE 7 : ATTESTATIONS DES PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTICE D'INFORMATION

7.1. Signature et fonction des personnes qui assument la responsabilité de la notice d'information

« A notre connaissance, les données de la présente notice d'information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux souscripteurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société CSC EXPERTISE SPA. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Le Directeur Général

7.2. Attestation du promoteur en bourse ANVREDET

« En notre qualité de promoteur en bourse de la société CSC EXPERTISE Spa, nous attestons avoir effectué les diligences d'usage et que l'information contenue dans la notice est, à notre connaissance, conforme à la réalité et ne comporte pas d'omission susceptible d'en altérer la portée ».

La Directrice Générale

7.3. Signature des commissaires aux comptes

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables fournies dans la présente notice d'information en effectuant les diligences nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées dans la limite des exercices auditées.

Le commissaire aux comptes

Référence à la notice légale publiée au Bulletin Officiel des Annonces Légales (B.O.A.L) du.....

Visa de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse.

Par application des articles 41 et 42 du décret législatif n° 93-10 du 23 Mai 1993, modifié et complété, relatif à la bourse des valeurs mobilières, la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse a apposé sur la présente notice le visa n°.....2026/105..... en date du .....24.....juin.....2026.....